

RENDEZ-VOUS

Lucie Pagé

MONDE

Le combat des Haïtiennes

BOUQUINS

Richard Poulin

JANV.-FEVR. 2009

:: Gazette

www.gazettedesfemmes.com

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

DES FEMMES

L'INFIRMIÈRE INCONNUE

Du dévouement
à l'épuisement

ISSN - N° de classement: 8580012 - Prix de vente garanti
\$2.00, TVA incluse (sans déduction d'impôt) \$2.20 (20%)
Janv.-Févr. 2009 Vol. 30, n° 4 - 1070648 INFORMATIQUE DES FEMMES





18



36



39



46



48

DOSSIER

L'INFIRMIÈRE INCONNUE

Du dévouement à l'épuisement

18

19

Le feu sacré de Louise

Le ras-le-bol de Natasha

Deux témoignages d'infirmières dont l'expérience au sein du réseau de la santé est teintée à la fois de passion et d'insatisfaction.

22

À la recherche du sens perdu

Au bout du rouleau, exténuées, les infirmières en viennent à perdre de vue le sens même de leur travail. Qu'est-ce qui cloche tant dans le système de santé pour qu'elles en soient arrivées là ?

29

Aux petits soins

La pénurie d'infirmières n'est pas un mal incurable. Des solutions sont en vue, mais le temps presse.

10

Perspective CSF

La réaction du Conseil via statut de la femme au regard l'accompagnement sur les financements via la santé et un filon de l'accompagnement via l'éducation.

14

Le cœur battant

Entretien avec Lucie Pige, journaliste et auteure de *Mon Amour*, qui souhaite montrer une image positive de ce combat.

23

Le statut de la liberté

Pascal Nawara (encontré David Guilbault) qui vient de publier *La liberté et l'égalité des sexes*.

38

La leçon népalaise

L'une des participantes d'un trek organisé par des Chamanes dans les montagnes du Népal raconte ses contacts inattendus avec des femmes autochtones. Rencontre au sommet.

20

Haiti : les femmes persistent

Le journaliste Monique Durand revient d'Haiti avec un reportage fascinant sur le combat mené par les femmes de ce pays dévasté par la violence politique, la pauvreté et les épidémies.

44

La patronne des voyageuses

Reportage d'Annie a Digne Nord (1968-1990) : une femme voyageuse et exploratrice à l'échelle.

RUBRIQUES

3 EDITORIAL

4 BOITE AUX LETTRES

5 MOT DE LA PRÉSIDENTE

6 NOUVELLES

46 BOUQUINS

48 7^e ART

50 MARIE A UN JE NE SAIS QUOI



18

Photo: J. S. / Images LEE



36

Photo: J. S. / Images LEE



39

Photo: J. S. / Images LEE



46

Photo: J. S. / Images LEE



48

Photo: J. S. / Images LEE

DOSSIER

L'INFIRMIÈRE INCONNUE

Du dévouement à l'épuisement



18

19

Le feu sacré de Louise

Le ras-le-bol de Natasha

Deux témoignages d'infirmières dont l'expérience au sein du réseau de la santé est teintée à la fois de passion et d'insatisfaction.

22

A la recherche du sens perdu

Au cœur du système, exhaussées, les infirmières en viennent à perdre de vue le sens même de leur travail. Quelles sont les cloches qui tintent dans le système de santé pour qu'elles en soient arrivées là?

29

Aux petits soins

La pénurie d'infirmières n'est pas un mal incurable. Des solutions sont en vue, mais le temps presse.

10

Perspective CSF

La réaction du Conseil du statut de la femme au rapport Castonguay sur le financement de la santé et un bilan de l'avortement au Québec.

14

Le cœur battant

Entrevue avec Lucie Pagé, journaliste et auteure de *Mon Afrique*, qui souhaite montrer une image positive de ce continent.

33

Le statut de la liberté

Pascale Navarro rencontre Diane Guilbault, qui vient de publier *Démocratie et égalité des sexes*.

36

La leçon népalaise

L'une des participantes d'un trek entrepris par des Québécoises dans les montagnes du Népal raconte ses contacts inoubliables avec des femmes autochtones. Rencontre au sommet.

38

Haïti : les femmes persistent

La journaliste Monique Durand revient d'Haïti avec un reportage fascinant sur le combat mené par les femmes de ce pays bousculé par le désordre politique, la pauvreté et les ouragans.

44

La patronne des voyageuses

Portrait d'Alexandra David-Neel (1868-1969), philosophe, écrivaine et exploratrice invétérée.

RUBRIQUES

3 ÉDITORIAL

4 BOÎTE AUX LETTRES

5 MOT DE LA PRÉSIDENTE

6 NOUVELLES

46 BOUQUINS

48 7^e ART

50 MARIE A UN JE NE SAIS QUOI



Le dernier rempart

● L'économie est en crise et voilà que tout le monde se tourne vers l'État. Les gouvernements des pays les plus industrialisés, qu'hier encore on vilipendait, doivent soudainement venir à la rescousse du capitalisme. Notre grand frère Sarkozy a même parlé de l'importance de « refonder le capitalisme ». Ciel! Fallait-il attendre la plus importante débâcle économique depuis 1929 pour reconnaître à nouveau le rôle que peut jouer l'État dans nos sociétés?

L'État, ce mal aimé. Depuis les années 1980, ici comme ailleurs, il se fait de plus en plus petit. Même s'il est à l'origine de la modernisation de la société québécoise et de son émergence économique, il doit céder sa place au privé. Car le privé fait toujours mieux que l'État, on le voit bien... L'économie se développe, et ce, en réelle harmonie avec l'environnement. Et nous sommes toutes et tous totalement épanouis.

Oh, il y a bien quelques problèmes à régler. Des investisseurs floués, des petites gens au chômage, de plus en plus de sans-abri dans nos centres-villes, toujours autant de jeunes qui décrochent de l'école, un personnel enseignant nouvellement formé qui déclare forfait après quelques années de pratique, des aînés fragiles en attente de soins à domicile, des aidants

naturels épuisés et des infirmières qui n'en peuvent plus. Il y a aussi des immigrantes isolées et des femmes battues. Quand je surfe d'un quotidien à l'autre, quand je pitonne entre deux journaux télévisés, les mêmes mots me viennent aux lèvres : *pas de sens*. Tout cela n'a pas de sens.

Suis-je la seule à vouloir un État qui joue plus qu'un rôle de rempart contre la banqueroute?

Suis-je la seule à vouloir un État qui joue plus qu'un rôle de rempart contre la banqueroute? Un État qui ose intervenir sur la scène économique et qui n'hésite pas à mettre en place des services publics structurés, comme le gouvernement du Québec a choisi de le faire avec sa politique familiale? Je plaide haut et fort pour davantage de services qui prennent soin des individus.

Notre société est de plus en plus exigeante. Les jeunes doivent acquérir des connaissances et des habiletés bien plus importantes que celles qu'il fallait obtenir auparavant pour intégrer le marché du travail. Comme adultes, nous évoluons dans des milieux où

le souci de performer et le stress sont élevés. Nous vivons de plus en plus vieux et il est inévitable que nous réclamions davantage de soins de santé et du soutien pour conserver notre autonomie. Comme société, il faut faire le choix de se donner des services. Ce n'est pas un luxe. C'est une question d'équilibre et de respect des personnes. Pourquoi ne pas réinvestir dans nos écoles, notre système de santé, nos services publics? Pourquoi ne pas aider davantage le réseau communautaire, qui peine à rénover notre tissu social? Qu'y a-t-il de plus important?

Vouloir toujours payer moins d'impôts afin de s'offrir plus de confort et de plaisirs est vu comme la base du bonheur, une compensation essentielle à toutes les frustrations quotidiennes. Et à l'État de payer pour les services de garde, l'école, la santé, l'environnement... Mais l'État, c'est nous.

Dans ce numéro, la *Gazette des femmes* se penche sur un secteur où il faut de toute urgence réinvestir financièrement, mais aussi sur le plan des façons de faire : les hôpitaux. Je vous invite à lire *L'infirmière inconnue. Du dévouement à l'épuisement*, un dossier troublant qui suscite la solidarité.

Helène Sarasin
Rédactrice en chef

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme. LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC en sont l'éditeur.

- **Rédactrice en chef**
Helène Sarasin
- **Rédactrice en chef adjointe**
Paule Beilieu
- **Rédactrices-revisseuses**
Françoise Guénette, Judith Langevin,
Sophie Marcotte et Anne Paré
- **Revisseuses**
Francine Bérubé, Hélène Dumas
et Yvette Gagnon
- **Correctrices d'épreuves**
Sophie Marcotte et Anne Paré

- **Réalisation graphique**
Jean-Laurence Jalbert
- **Photographie en couverture**
Veer / Somos Images LLC
- **Impression**
Offset Beauce
- **Marketing et publicité**
Gaétane Laferrrière, tél. : 418 643-4326
ou 1 800 463-2851
- **Ventes publicitaires**
Sabrina V. Guilmain
TSO Communication
Tél. et téléc. : 514 842-0303
Sans frais : 1 866 377-0303
- **Courriel**
gazette@csl.gouv.qc.ca
- **Site Internet**
www.gazettedesfemmes.com

- **Abonnements, changements d'adresse et retours postaux**
Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380 rue Garand, Saint-Laurent
(Québec) H4R 2A3
Tél. : 1 800 665-5372
Téléc. : 514 333-9795
- **Courriel abonnements**
gazettefemmes@quebecorworld.com
- **Distribution**
Messageries de Presse Benjamin
101, rue Henry Bessemer
Bois-des-Filons (Québec) J6Z 4S8
Tél. : 450 621-8167

Dépot légal : 1^{er} trimestre 2009
ISSN : 0704-4550
© Gouvernement du Québec

Les articles publiés dans la *Gazette des femmes* sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.

La *Gazette des femmes* se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.

Prix régulier : 3,50 \$ en kiosque

Poste-publications — N° de convention
40069512

Conseil du statut
de la femme

Québec

BOÎTE AUX LETTRES



Faites-nous parvenir vos commentaires!

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

• gazette@csf.gouv.qc.ca

▪ Gazette des femmes
Conseil du statut de la femme
800, place D'Youville, bureau 300
Québec (Québec) G1R 6E2



Mes hommages

Un petit mot pour vous dire que j'aime votre magazine. Ayant reçu un abonnement à mon dernier anniversaire, je suis une nouvelle lectrice. J'aime la façon dont les articles sont écrits et les sujets qui sont abordés. Je voulais rendre un mini-hommage à la *Gazette des femmes* en vous remerciant de faire un magazine avec des sujets aussi diversifiés et intéressants.

Véronique Lavoie
Québec

Continuez svp!

La lecture de l'édito de Lise Ravary dans le *Châtelaine* d'octobre 2008, où

elle mentionne que « le Conseil [du statut de la femme (CSF)] n'a plus la crédibilité pour intervenir de manière efficace dans les dossiers de l'heure », me laisse surprise et déçue de ce magazine « revampé ».

Heureusement, je suis une lectrice de longue date – et assidue – de la *Gazette des femmes*. Dans le numéro de sept.-oct. 2008, je prends connaissance du très éclairant *Mot de la présidente* du CSF, Christiane Pelchat, sur les rectifications nécessaires au sujet de l'avis du Conseil *Le Sexe dans les médias : obstacle aux rapports égalitaires*, de même que du texte *Responsabilités partagées* de Paule Belleau. Ces textes me semblent très crédibles et remplis de constatations sur un sujet actuel. Si le Conseil n'intervient pas, qui le fera avec plus de crédibilité? Je

dis chapeau au CSF pour les réalisations de toutes ces années et pour la très grande qualité et le sérieux de la *Gazette des femmes*, que je lis toujours avec satisfaction.

Suzanne Lachaine
Val-David

Lecture émotive

En lisant le texte *Le retour du balancier* dans le dossier du numéro de sept.-oct. 2008, je croyais lire une partie de ma vie, étant donné que j'ai passé plusieurs années à être aidante naturelle pour mes parents. J'ai versé des larmes... Je tiens à vous dire que j'ai apprécié du début à la fin le contenu de ce numéro, avec ses textes qui concernent les femmes de chez nous.

Cécile Cyr
Anjou

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Travail + études =
www.fep.umontreal.ca

COMMUNICATION | GESTION | INTERVENTION | SANTÉ | INFORMATIQUE | ÉTUDES INDIVIDUALISÉES

Certificats

Offerts le soir et le week-end
Printemps-été 2009

514 343.6090 + 1 800 363.8876

Université 
de Montréal



À la santé d'un système public!

Les investissements en santé sont considérés comme prioritaires par 56 % des femmes (*Le Devoir*, juin 2008). Faut-il s'en étonner? Dès l'adolescence, les femmes sont amenées à fréquenter les institutions de santé, système de reproduction oblige! De plus, ce sont toujours les femmes qui, en majorité, s'occupent de la santé des enfants et de leurs proches parents ou beaux-parents. L'État québécois a choisi de se donner un système qui respecte le droit à la dignité, qui prévoit que toutes les personnes sont d'égale valeur et ont le même droit à la vie, peu importe leur revenu. Notre système de santé a été conçu à partir des valeurs collectives de solidarité et d'équité entre les personnes. Pour les femmes, le financement public de notre régime est un des leviers pour l'atteinte de l'égalité entre les sexes.

Il y a un an, le gouvernement a reçu avec circonspection le rapport du Groupe de travail sur le financement du système de santé (rapport Castonguay). Depuis, cinq comités se penchent sur ses recommandations. Aussi, un règlement précisant les champs de pratique des centres médicaux spécialisés a été adopté et sera en vigueur en mai 2009. Alors que le projet de loi 33 parlait de trois actes chirurgicaux spécialisés, ce règlement hausse le nombre à au moins 50 traitements médicaux spécialisés (assurés et non assurés) pouvant être réalisés hors d'un établissement public, sans lien avec un problème d'accès. L'introduction du privé dans les soins qui sont actuellement couverts par l'assurance maladie constitue une brèche dans les principes d'universalité et d'accessibilité comme on les connaît.

Le Conseil demande au gouvernement de ne pas élargir la place déjà consentie au privé. Pourquoi? Dans un pre-

mier temps, il est persuadé que profit ne rime pas avec santé des femmes. En effet, rappelons que dans toutes les catégories d'âge, les femmes sont les plus pauvres. Les femmes touchent toujours 30 % de moins de revenu que les hommes au Québec. Elles vivent plus longtemps et, de ce fait, utiliseront plus longtemps les services de santé. Aussi, comme elles constituent 80 % de la main-d'œuvre dans le domaine, elles sont grandement affectées par des changements de notre régime.

Profit ne rime pas avec santé des femmes.

Une augmentation de l'offre des services par le privé aggravera la pénurie de main-d'œuvre parmi les infirmières et les médecins. Si nous permettons aux médecins de pratiquer dans un régime mixte, on risque fort de vivre, comme en Angleterre, une pénurie plus grande, puisque l'attrait des gains plus élevés incite les médecins à quitter le public pour le privé.

Le Conseil s'interroge toujours sur la façon dont seront financés les services dans les cliniques spécialisées. L'entreprise privée demandera un retour sur son capital investi. Assisterons-nous de nouveau à l'imposition de frais dits « accessoires » pour permettre à l'investisseur de faire du profit? Si nous permettons à l'assurance privée de défrayer ces services, qui pourra en profiter? Les femmes sont moins riches, donc pourront difficilement souscrire à des assurances privées. Les personnes déjà malades auront accès difficilement à ces assurances, le risque étant trop grand. Ironiquement, dans une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE),

il a été démontré que « l'existence des assurances privées duplicatives n'a pas sensiblement réduit les dépenses publiques de santé ».

L'élargissement de la part du privé au-delà du 30 % qui lui est déjà consenti dans les soins périphériques (médicaments, soins dentaires, soins de la vue, physiothérapie, services à domicile) n'est pas la solution aux problèmes d'accès aux soins de santé, pas plus qu'à leur financement.

Le Conseil souhaite que le gouvernement maintienne l'esprit du système public de santé dont l'accès est basé sur les besoins et non sur la capacité de payer. Ainsi, le concept de rentabilité sociale en matière de santé doit être le critère retenu. Une population en santé est plus productive et coûte moins cher à l'État. La prévention doit être renforcée et les services de première ligne doivent faire l'objet d'efforts soutenus.

Le Conseil est en faveur de la création d'un fonds dédié au financement de la santé à même nos taxes et nos impôts. Ce fonds mettrait notre système de santé à l'abri des pressions budgétaires résultant des fluctuations de l'économie du marché.

Enfin, pour préserver l'intégrité du système public de soins médicaux et hospitaliers, le gouvernement ne devrait pas hésiter à invoquer la clause dérogatoire. La Charte québécoise des droits et libertés de la personne prévoit, à son article 9.1, la possibilité pour le gouvernement d'agir pour protéger l'intérêt public et nos valeurs communes, comme l'égalité entre les femmes et les hommes. ::

Christiane Pelchat
Présidente
Conseil du statut de la femme



Sus à la pub sexiste

La Coalition nationale contre les publicités sexistes (CNCPS) est née officiellement en octobre. Plus de 117 organisations et regroupements nationaux ou régionaux

en font partie. Le mandat de la Coalition consiste à dénoncer publiquement les publicités sexistes et à en exiger le retrait. « Nous montrerons notre indignation devant toute cette propagande infantilissante, opprimante, sexiste et sexuelle que l'on subit au quotidien dans les médias et dans les publicités, que ce soit une publicité qui dénigre les femmes ou les hommes », a indiqué Chantal Locat, coordinatrice et présidente de la CNCPS, à l'occasion de la présentation du collectif. « Notre objectif sera atteint quand, dans les faits, on n'aura plus besoin de nous. » ::

Libres de se syndiquer

La Cour supérieure a invalidé, en octobre dernier, les lois 7 et 8*, qui empêchaient la syndicalisation tant des responsables d'un service de garde en milieu familial que des travailleuses qui hébergent et soignent des personnes en perte d'autonomie, présentant des déficiences intellectuelles ou atteintes de problèmes de santé mentale. Le tribunal a jugé que ces lois contrevenaient à la liberté d'association et au droit à l'égalité. Il a conclu qu'elles créaient une distinction fondée sur le sexe et sur un type de travail effectué majoritairement par des femmes. « Cette distinction a pour effet de perpétuer un préjugé défavorable à l'égard des personnes qui exécutent ce travail, par l'application d'un stéréotype voulant que ce type de travail ne soit pas du vrai travail », a écrit la juge. Le gouvernement libéral avait eu recours au bâillon pour faire adopter, en décembre 2003, les projets de loi 7 et 8, qui privaient les personnes visées du statut de salariées. La Confédération des syndicats nationaux, la Centrale des syndicats du Québec et la Centrale des syndicats démocratiques ont contesté ces lois en Cour supérieure. Elles se sont réjouies du jugement et ont demandé au gouvernement du Québec de ne pas faire appel. ::

* Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance

Imprimés érotiques : pas en public

La Ville de Rimouski a adopté en juin dernier un règlement interdisant d'afficher un imprimé érotique à l'extérieur d'un commerce ou dans un endroit public extérieur. Les imprimés et objets érotiques sont également proscrits des vitrines. Les commerçants qui en ont dans leur établissement doivent respecter certaines règles : ils doivent les placer hors de la vue des clients – derrière un comptoir ou une barrière opaque, par exemple – ou faire en sorte que seul le titre d'un magazine de cette nature soit visible. Le Comité local d'action contre l'hypersexualisation de Rimouski avait demandé à la Ville d'adopter un nouveau règlement à ce sujet. Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de Rimouski mène également une campagne de lutte contre l'hypersexualisation. Il a organisé un forum sur cette question et des ateliers de sensibilisation. Il diffusera ce printemps un guide pratique d'information et d'action. ::

Écrire l'histoire du féminisme

Un groupe de féministes a pour projet de publier, dans les années à venir, une collection de livres retraçant l'histoire du mouvement féministe au Canada et au Québec de 1960 à 2010. Mary Elizabeth Atcheson et Constance Backhouse sont les codirectrices de la collection. Les personnes qui souhaiteraient faire part de leurs commentaires ou suggestions au comité de travail, ou discuter de la possibilité d'écrire un ouvrage ou un chapitre de livre, peuvent contacter Constance Backhouse à l'adresse suivante : backhouse@uottawa.ca. ::

MISSION INTÉGRATION

Yolande James, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles





REGARD SUR LA VIOLENCE CONJUGALE

La violence conjugale représente environ 20 % de toutes les affaires de violence déclarées à la police au Québec, selon une étude basée sur des données de 2006 que Statistique Canada a rendue publique en octobre. Intitulée *La Violence conjugale dans les provinces et les territoires du Canada*, l'étude est parue dans l'édition 2008 de la publication *La Violence familiale au Canada : un profil statistique*. Elle révèle qu'en 2006 au Québec, dans les affaires de violence conjugale signalées à la police, 85 % des victimes étaient des femmes et 15 %, des hommes. De plus, la majorité des victimes avaient entre 25 et 34 ans (32 %) ou entre 35 et 44 ans (29 %). Le nombre total d'affaires de violence conjugale déclarées s'élevait à plus de 15 200 au Québec et à plus de 38 500 dans l'ensemble du Canada. L'organisme fédéral note toutefois une diminution des affaires de violence conjugale signalées à la police entre 1998 et 2006 au pays. Parmi les hypothèses avancées pour expliquer cette situation, l'auteur de l'étude, Angela Bressan, mentionne l'accroissement de la sensibilisation et de l'intolérance de la société à l'égard de la violence conjugale ainsi que l'amélioration de l'accès aux services sociaux visant à protéger les victimes et de l'intervention du système de justice pénale.

En octobre, le gouvernement du Québec rendait publique une stratégie dont les objectifs sont d'intégrer les immigrants, de promouvoir les valeurs communes de la société québécoise et de valoriser la diversité. Les personnes qui désirent immigrer au Québec devront désormais signer une déclaration sur les valeurs de la société québécoise dans laquelle il est mentionné, entre autres, que les femmes et les hommes ont les mêmes droits. Le gouvernement a aussi dévoilé une politique et un plan d'action visant à favoriser la pleine participation des Québécois des communautés culturelles à la vie sociale et économique. Il entend notamment mettre en œuvre une stratégie pour sensibiliser la population au racisme et à la discrimination. De plus, il compte doubler le nombre de

personnes qui bénéficient du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) et accroître leur proportion au sein de l'administration publique.

Certains éléments du plan d'action concernent particulièrement les femmes. Le gouvernement propose par exemple des actions pour mieux comprendre la « discrimination croisée qui affecte les Québécoises des communautés culturelles ». Il a ainsi prévu d'utiliser l'analyse différenciée selon les sexes dans toutes les études portant sur le racisme ou la discrimination et de broser un portrait statistique des femmes issues des communautés culturelles. En outre, le gouvernement subventionnera des organismes qui viennent en

aide à des personnes victimes de racisme ou de discrimination et il a précisé que la contribution de ceux « qui interviennent auprès des femmes, des jeunes et des minorités sexuelles sera particulièrement sollicitée ». Il soutiendra aussi des projets en matière d'égalité entre les sexes, en partenariat avec des organismes travaillant auprès des personnes immigrantes ou des communautés culturelles. La Fédération des femmes du Québec a salué plusieurs des mesures du plan d'action, estimant qu'elles constituaient des avancées pour les femmes ayant immigré. Elle a toutefois déploré l'absence d'un objectif de parité entre les femmes et les hommes dans les programmes d'accès à l'égalité, notamment dans le PRIIME. ::

Entre guillemets

Cours de physique

« Si vous voulez un mannequin, allez à la Semaine de la mode à New York ou à Paris. Moi, ça fait des années et des années que je travaille ma voix. »

La soprano Karina Gauvin, à qui un metteur en scène d'opéra a déjà dit qu'elle n'était pas choisie pour un rôle parce qu'elle était trop ronde et pas assez sexy. Source : La Presse

Terreurs nocturnes

« En Irak, les femmes [militaires] ont de graves problèmes gynécologiques, car elles se retiennent d'aller uriner la nuit de peur de se faire violer. »

Margaret Stevens, trésorière de l'Association des vétérans d'Irak contre la guerre, au sujet des femmes dans l'armée américaine. Source : Libération

Modèles à profusion

« Il n'y a pas qu'un moule de femmes gestionnaires tout comme il n'y a pas qu'un seul modèle d'hommes d'affaires. Plus il y aura de femmes dans les affaires, plus les jeunes filles seront nombreuses à se reconnaître dans ces différentes personnalités. »

Françoise Bertrand, présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec. Source : Les Affaires



REGARD SUR LA VIOLENCE CONJUGALE

La violence conjugale représente environ 20 % de toutes les affaires de violence déclarées à la police au Québec, selon une enquête basée sur des données de 2006 que Statistique Canada a récemment publiées en sa revue *Indicateur de la violence conjugale*. Dans ses statistiques de la violence de Canada, l'Indicateur est parvenu, dans l'année 2008, au la publication La violence conjugale au Canada - une autre vision. Elle révèle qu'en 2006 au Québec, parmi les affaires de violence conjugale déclarées à la police, 85 % des victimes étaient des femmes de 15 à 64 ans, 100 % hommes. De plus, la violence conjugale se produisait chez 25 et 34 ans (32 % et 34 %). La femme total et affaires de violence conjugale ont été déclarées à plus de 15 000 au Québec, et à plus de 30 000 au Canada. L'enquête indiquait que les affaires de violence conjugale se produisaient à la police entre 2000 et 2006 au Québec. Parmi les hypothèses avancées, il y avait également une situation d'urgence de l'État. Après l'évaluation, l'enquête a conclu que la violence conjugale est un phénomène qui se produit à l'échelle de la violence conjugale ainsi que l'ensemble des données, qui ont permis d'identifier les causes et les effets de la violence conjugale.

En octobre, le gouvernement du Québec rendait publique une stratégie dans les objectifs sont d'intégrer les immigrants, de promouvoir les valeurs communes de la société québécoise et de valoriser la diversité. Les personnes qui désirent immigrer au Québec devront désormais signer une déclaration sur les valeurs de la société québécoise dans laquelle il est mentionné, entre autres, que les femmes et les hommes ont les mêmes droits. Le gouvernement a aussi dévoilé une politique et un plan d'action visant à favoriser la pleine participation des Québécois des communautés culturelles à la vie sociale et économique. Il entend notamment mettre en œuvre une stratégie pour sensibiliser la population au racisme et à la discrimination. De plus, il compte doubler le nombre de

personnes qui bénéficient du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIME) et augmenter leur proportion au sein de l'administration publique.

Certains éléments du plan d'action visent aussi à améliorer les femmes. Le gouvernement propose, par exemple, des programmes pour mieux comprendre la diversité culturelle qui affecte les Québécois des communautés culturelles. Il a aussi prévu d'élaborer l'analyse différenciée selon les sexes dans les études politiques, le racisme ou la discrimination et de lancer un portrait statistique des femmes issues des communautés culturelles. En outre, le gouvernement suivra l'impact des organismes qui travaillent en

avec des personnes victimes de racisme ou de discrimination et il a prévu que la coordination de ceux-ci qui interviennent auprès des femmes, des jeunes et des minorités sexuelles sera particulièrement visible. Il comprendra aussi des projets en matière d'éducation des sexes, en particulier avec des organismes travaillant auprès des personnes immigrées ou des communautés culturelles. La Fédération des femmes du Québec a suivi plusieurs des aspects du plan d'action, estimant qu'elle a contribué des efforts pour les femmes et les hommes. Elle a noté que le plan d'action a été élaboré de façon à être inclusif de la vie sociale et les femmes et les hommes dans les programmes d'action à l'égalité, notamment dans le PRIME.

Entre guillemets

Cours de physique

« Si vous voulez un mannequin, allez à la Semaine de la mode à New York ou à Paris. Moi, ça fait des années et des années que je travaille ma voix. »

La soprano Karina Gauvin, à qui on metteur en scène d'opéra a déjà dit qu'elle n'était pas choisie pour un rôle parce qu'elle était trop ronde et pas assez sexy. Source : La Presse

Terreurs nocturnes

« En Irak, les femmes [militaires] ont de graves problèmes gynécologiques, car elles se retiennent d'aller uriner la nuit de peur de se faire violer. »

Margaret Sweeney, présidente de l'Association des vétérans d'Irak contre la guerre, au sujet des femmes dans l'armée américaine. Source : Libération

Modèles à profusion

« Il n'y a pas qu'un modèle de femmes (gestionnaires), tout comme il n'y a pas qu'un seul modèle d'hommes d'affaires. Plus il y aura de femmes dans les affaires, plus les choses iront bien. Il y a beaucoup de femmes, mais elles sont différentes, elles ont des personnalités. »

François Bédard, président de l'Association québécoise des femmes d'affaires (AQFA).



LE CHIFFRE

C'est le nombre de milliards de dollars de retombées que les entreprises d'économie sociale du Québec génèrent annuellement, selon des données présentées par le gouvernement québécois dans son plan d'action pour l'entrepreneuriat collectif. Dévoilé en novembre, ce plan d'action s'accompagne d'un investissement de 16,7 millions de dollars. Il prévoit la mise en réseau des acteurs de l'entrepreneuriat collectif. Le gouvernement soutiendra l'action des pôles régionaux en économie sociale et du Chantier de l'économie sociale. La création du Fonds d'initiatives en économie sociale ainsi que la réalisation d'un portrait de la situation des entreprises d'aide domestique figurent également dans le plan d'action, parmi d'autres mesures. Plusieurs groupes et organismes, dont le Chantier de l'économie sociale, ont salué l'adoption de ce plan d'action. Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité a toutefois déploré « qu'au chapitre d'un segment créateur de milliers d'emplois, l'aide domestique, on en soit à l'heure des portraits plutôt que des engagements ». ::

Notre lien



www.infiressources.ca

Créé par des infirmières et des infirmiers à l'intention de leurs collègues, voici un site qui donne accès à une foule de ressources et qui sera également utile aux étudiantes et étudiants en soins infirmiers. Il vise à assurer le rayonnement du savoir infirmier et à favoriser les échanges entre collègues. Il fournit des renseignements sur différents types de soins ainsi que sur des stratégies d'enseignement et d'apprentissage applicables aux soins infirmiers. Il comprend de nombreuses références à des articles scientifiques, à des livres et à divers documents, publiés notamment par l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec. On y trouve des annonces de congrès, de colloques et d'autres événements ainsi que des nouvelles brèves. À découvrir. ::



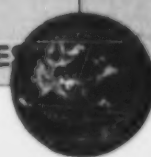
Gazette

DES FEMMES

Publiée cinq fois par année,
la *Gazette des femmes* vous
renseigne sur la vie des
femmes d'ici et d'ailleurs.

En kiosque à seulement
3,50 \$ le numéro!





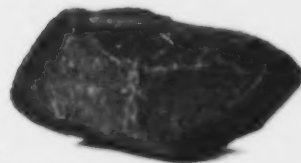
CYCLOPES SAOUDIENNES



Trop sexy, le niqab ? Ce voile couvrant la femme de la tête aux pieds et ne laissant entrevoir que les deux yeux par une fente « incite les femmes à se maquiller pour se rendre séduisantes », a déclaré le cheikh Muhammad al-Habadan, un haut dignitaire saoudien ultra-conservateur, dans un entretien rapporté par la BBC. Sa proposition ? Que les femmes portent un voile ne révélant qu'un seul œil. C'est ce qu'on va voir.

Retour tragique

Lapidée à mort pour adultère. C'est le sort tragique qu'a connu Aicha Ibrahim Duhlow, une Somalienne de 23 ans qui a goûté à la cruelle vengeance des rebelles islamiques d'inspiration wahhabite. Venant de reprendre le contrôle d'une ville du sud du pays, ce groupe associé à l'Union des tribunaux islamiques a imposé la charia comme premier acte de gouvernement. « Et, comme toujours, la première chose qu'ils ont faite au nom de cette magnifique loi tribale, c'est d'aller chercher une femme pour la punir », s'est indignée Ayaan Hirsi Ali, célèbre ex-députée néerlandaise d'origine somalienne qui a sommé l'Occident de « sévir ».



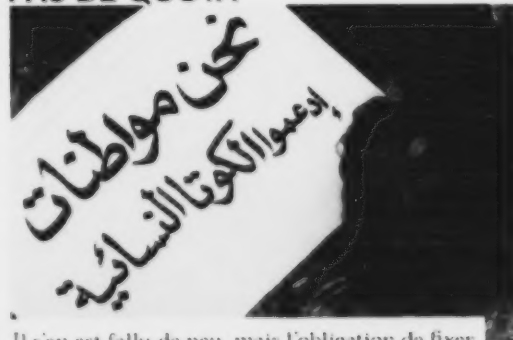
Dernière chance pour l'avortement

Les pro-choix jouent leur va-tout en Irlande du Nord. La loi britannique qui permet l'avortement en Angleterre ne s'applique pas à cette province conservatrice du Royaume-Uni, sauf aux mères dont la santé est menacée. Devant le transfert imminent de l'exercice de la justice à l'Assemblée de l'Irlande du Nord, les défenseurs du droit à l'avortement déposaient en octobre un projet de loi à la Chambre des communes. Pour eux, c'est l'ultime chance de donner aux femmes le droit de disposer de leur corps.

Finance au féminin

Après la Lady Card, une carte de crédit sud-coreenne réservée aux dames, au tour de Pictet & Cie, l'une des plus grandes banques privées de Suisse, d'offrir des services financiers adaptés aux femmes. Mené auprès d'une vingtaine de femmes possédant plus d'un million et demi de dollars de patrimoine financier, un sondage avait conclu que leurs valeurs tournent autour des enfants, de la maison et du travail, et que l'immobilier ainsi que la philanthropie les intéressent. Conçue pour elles, l'offre de la banque comprend un contrat relationnel – incluant de l'information et des formations en gestion patrimoniale, pour leurs enfants et elles –, un agenda relationnel personnalisé ainsi que des possibilités d'échanges et de rencontres. Parce qu'elles le valent bien !

PAS DE QUOTA



Il s'en est fallu de peu, mais l'obligation de fixer un quota de femmes candidates aux élections législatives prévues au Liban en 2009 n'a finalement pas été inscrite par le Parlement dans la nouvelle loi électorale. Cette revendication avait été exprimée par des Libanaises en septembre, à l'occasion d'un *sit-in* devant l'Assemblée à Beyrouth. Dans un pays où certaines femmes n'ont pas le droit de travailler lorsqu'elles se marient ni même de transmettre leur nationalité à leur descendance, cette réforme aurait pourtant fait grand bien, a écrit le quotidien *L'Orient-Le Jour*. « Une petite discrimination positive [...] aurait certainement insufflé [aux femmes] un sentiment d'appartenance à ce pays. »

Message contre l'esclavage

Coupable. Le verdict qu'a rendu le tribunal de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest à l'égard des autorités nigériennes dans une sordide affaire d'esclavage sexuel aura été sans équivoque. Leur crime ? Ne pas avoir protégé une fillette vendue 500 \$ à un maître alors qu'elle n'avait que 12 ans. Au-delà des 15 000 euros qui devront être versés à la jeune femme maintenant âgée de 24 ans, cette condamnation, la première du Niger sur le sujet, donnera le ton à toute l'Afrique, se réjouissent les organismes pour l'abolition de l'esclavage.



POUR EN AVOIR « VRAIMENT » POUR NOTRE ARGENT

En mai 2007, le gouvernement du Québec confiait à Claude Castonguay la présidence du Groupe de travail sur le financement du système de santé, auquel se sont joints par la suite Joanne Marcotte et Michel Venne à la vice-présidence. Entrevue avec la chercheuse Francine Lepage, du Conseil du statut de la femme (CSF), sur le rapport – passé au peigne fin – de ce groupe et sur les recommandations que formule à son tour le CSF pour assurer le droit de toutes et de tous à des soins de santé de qualité.

| propos recueillis par Paule Belleau

● En février 2008, le rapport *En avoir pour notre argent*, rendu public. Le mandat du groupe de travail était ambitieux, on s'en souvient : proposer des sources additionnelles pour le financement du système de santé, préciser le rôle que le secteur privé pourrait jouer tant pour améliorer l'accès aux soins que pour réduire le temps d'attente, suggérer des moyens d'accélérer le remboursement de la dette afin de faciliter le financement de la santé à long terme et indiquer les modifications à apporter à la Loi canadienne sur la santé. Cinq comités évaluent actuellement les différentes recommandations du groupe.

Gazette des femmes : *Francine Lepage, vous critiquez la philosophie sur laquelle sont basées les recommandations du Groupe de travail sur*

le financement du système de santé. En quoi consiste cette philosophie et quelles sont les réserves du Conseil du statut de la femme (CSF) à ce sujet ?

Francine Lepage : Notre système public représente un acquis social extraordinaire. Il favorise sans conteste le bien-être des personnes, l'atteinte de l'égalité ainsi que le développement social et économique parce que notre régime est universel et parce que c'est le besoin qui détermine l'accès aux soins, non le revenu de la personne, son statut ou sa capacité de s'assurer. Le système de santé est géré publiquement et financé de façon solidaire à partir des impôts généraux. On reconnaît de la sorte que toutes les personnes sont égales en valeur et en dignité, et qu'elles ont les mêmes droits à la vie, à la sécurité et à l'intégrité.

Pour sa part, le groupe de travail met en avant, entre autres, le principe de la liberté individuelle qui est, en fait, la liberté du patient de payer (ou de se doter d'une assurance privée) pour obtenir un accès privilégié aux soins de son choix et celle du médecin de pratiquer à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé. De plus, les auteurs proposent, au lieu du principe de l'accessibilité qui est pourtant – avec celui de l'universalité – le plus fondamental dans les lois québécoises et dans la Loi canadienne sur la santé, le principe plus restreint de solidarité envers les plus démunis, les personnes âgées et les jeunes. On ne parle plus d'un même régime pour tous. Selon le CSF, une telle orientation mènerait à un système de santé à deux vitesses. Pour le Conseil, la meilleure façon de garantir des services d'égale qualité pour toutes et tous est que riches ou

pauvres, PDG comme employés aient accès aux mêmes services médicaux et hospitaliers, dans les mêmes lieux de pratique et dans les mêmes conditions. Il faut donc que les lois québécoises continuent de s'inspirer des principes de la Loi canadienne sur la santé, qui sont l'accessibilité, l'universalité, l'intégralité, la gestion publique et la transférabilité.

Quelles incidences les différents modes de financement suggérés par le groupe de travail peuvent-ils avoir sur les femmes plus particulièrement ?

Le groupe de travail souhaite que les individus, en plus de soutenir le système de santé par leurs taxes et leurs impôts, contribuent directement au financement des soins reçus. Par exemple, il suggère l'imposition d'une franchise annuelle variant selon le revenu et l'utilisation des soins, l'instauration de frais d'adhésion annuels dans les cliniques médicales et l'application d'une grille de tarification par les centres médicaux spécialisés, sauf si les traitements sont fournis dans le cadre d'une entente avec un établissement public. En outre, il ne serait plus interdit de souscrire une assurance privée duplicative, c'est-à-dire une assurance qui rembourse les soins de santé reçus dans le privé mais qui font déjà partie du panier des services assurés par le régime public.

Il est clair que les femmes seraient mal servies par un tel système. Pensons à l'écart de revenus existant entre les hommes et les femmes ou à la pauvreté que connaissent certaines d'entre elles, parmi les femmes âgées, les immigrantes et les femmes chefs de famille monoparentale notamment.

Sans compter que les femmes éprouvent des besoins particuliers liés à leur santé reproductive – elles doivent consulter pour la contraception, la

grossesse, l'accouchement et la ménopause – et qu'elles vivent plus longtemps que les hommes alors que les services médicaux requis peuvent être importants au troisième ou au quatrième âge. Par ailleurs, les femmes constituent la force de travail majeure du domaine de la santé. Elles subissent les effets de la pénurie de per-

« La levée complète de l'interdiction des assurances privées augmenterait en faveur des plus riches l'inégalité relativement à l'accès aux soins. »

Francine Lepage

sonnel et des difficultés de fonctionnement du réseau. On n'a qu'à penser aux infirmières qui quittent le métier en raison des conditions difficiles. Un secteur privé en expansion, financé par les mieux nantis et qui se consacrerait surtout aux cas les moins lourds entrerait directement en concurrence avec le secteur public pour le recrutement de la main-d'œuvre spécialisée, ce qui accentuerait les pressions sur le système public.

Enfin, la santé des membres de la famille tend à relever de la responsabilité des femmes. Pour plusieurs d'entre elles, la décision de faire appel ou non à des services médicaux pour leurs enfants ou pour une personne âgée et le choix du lieu d'intervention, privé ou public, seraient rendus plus difficiles en raison des montants qu'il pourrait être nécessaire de déboursier.

Pour toutes ces raisons, il est essentiel, selon le Conseil, qu'une analyse différenciée selon les sexes soit systématiquement menée pour tout projet de réforme en matière de santé et de services sociaux, de façon à éviter les effets négatifs que la mise en œuvre de certaines recommandations pourrait causer. Rappelons que cette forme d'analyse sert à éclairer les besoins distincts des différentes populations et à rectifier le tir au besoin.

L'assurance privée duplicative se révèle elle aussi problématique pour le Conseil. Pourquoi ?

À l'heure actuelle, les soins médicaux et hospitaliers sont accessibles sans frais aux patients, en vertu des régimes d'assurance maladie et d'assurance hospitalisation. Permettre à des individus et à des groupes de souscrire une assurance pour avoir accès, dans le privé, à des services médicaux déjà couverts par le régime public équivaut à renforcer les assises du développement d'un secteur privé à but lucratif en santé. Ce serait aussi réserver un accès privilégié et plus rapide aux personnes qui ont pris de telles assurances. Sinon, pourquoi paierait-on pour obtenir exactement les mêmes services que le secteur public est en mesure de donner ? La levée complète de l'interdiction des assurances privées duplicatives augmenterait en faveur des plus riches l'inégalité relativement à l'accès aux soins.

Pourquoi est-il important de demander aux médecins de choisir entre pratique privée et pratique publique, comme le préconise le CSF, plutôt que d'autoriser une pratique mixte, tel que le recommande le groupe de travail ?

Au départ, le Canada et les provinces ont adopté différentes règles pour réduire le plus possible le développement d'un secteur privé à but

lucratif dans le cas des services de santé couverts par le régime public. Ces règles ont été jugées essentielles afin de protéger l'intégrité du système public. Au Québec, par exemple, un médecin doit choisir entre le statut de participant au régime public ou celui de non-participant. De plus, comme la surfacturation est interdite partout au Canada, un médecin participant ne peut recevoir une rétribution additionnelle de source privée pour un service assuré par l'État. Dans ces

conditions, le nombre de médecins qui ont adopté le statut de non-participant est demeuré très faible jusqu'à présent, cette situation apparaissant peu intéressante compte tenu des restrictions imposées à l'assurance privée duplicative et du fait que peu de gens ont les moyens de payer de leur poche les services médicaux.

L'autorisation de la double pratique pour les médecins, telle que la recommande le rapport Castonguay,

se traduirait par un accroissement de l'offre des services médicaux dans le privé, particulièrement dans l'hypothèse où la vente des assurances privées duplicatives serait autorisée sans restriction. Pour attirer les médecins, le privé devra offrir de meilleures conditions de travail et de rétribution. S'ensuivront des pressions à la hausse sur la rémunération des médecins. Comme le temps que les médecins peuvent consacrer à la pratique de leur profession n'est pas illimité,

L'avortement au Québec

ÉTAT DES LIEUX AU PRINTEMPS 2008

Depuis sa création en 1973, l'accessibilité aux services d'avortement et leur financement ont été des préoccupations constantes pour le Conseil du statut de la femme. Périodiquement, il a produit des avis et des études sur ces questions. Au printemps 2008, à la lumière des dernières modifications législatives québécoises sur le financement des services de santé et des tentatives répétées de criminalisation de l'avortement au palier fédéral, le Conseil s'est de nouveau prononcé en dressant un bilan de l'organisation, du développement et de la transformation des services d'interruption volontaire de grossesse dans *L'Avortement au Québec : état des lieux au printemps 2008*.

| par Paule Belleau

● **G**âce à des statistiques inédites et à une cueillette d'informations auprès d'intervenantes et d'intervenants clés, le document du Conseil, préparé par la chercheuse Mariangela Di Domenico, fait état de la dispensation régionale des services d'avortement, compare l'évolution de certains phénomènes liés à l'avortement et énonce avec une conviction renouvelée qu'aucune loi pénale ne doit se superposer aux lois qui régissent la santé et la profession médicale au Canada.

Ce parti pris conduit le Conseil à privilégier l'accessibilité gratuite et universelle à une gamme complète de

services de planification des naissances selon des conditions et des modalités identiques pour toutes les Québécoises. À défaut de cette condition, il se demande comment les principes de liberté, d'égalité, d'autodétermination et d'intégrité physique en matière de poursuite ou d'interruption de grossesse pourraient s'exercer ou avoir un sens autre que théorique.

Sans doute un des aspects novateurs du présent état des lieux du Conseil est son examen des dernières modifications législatives québécoises en santé et leur impact sur la pratique de l'avortement. Au moment de son étude, il s'est attardé à évaluer la portée du

projet de loi 33, adopté en décembre 2006, qui modifiait la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et celle du projet de règlement sur les traitements médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical spécialisé (CMS), dont la prépublication a eu lieu en novembre 2007. Le Conseil s'est aperçu que même à l'état de projet, l'influence de ce règlement était bien réelle et s'exerçait déjà auprès des fournisseurs de services d'avortement. C'est le 9 juillet 2008 que ce règlement a été édicté; depuis, il balise la pratique de l'avortement et l'encadre dans une nouvelle catégorie d'installation sociosanitaire, soit les CMS. Ceux-ci sont des lieux privés de pratique

on risque d'aggraver la pénurie dans le réseau public et les difficultés d'accès aux médecins pour l'ensemble de la population. Enfin, le groupe de travail préconise la croissance rapide des cliniques médicales et des centres spécialisés, qui seraient la plupart du temps, on peut l'imaginer, des entreprises privées à but lucratif dont les médecins seraient propriétaires ou actionnaires. Le Conseil voit là un danger de conflit d'intérêts pour le médecin qui agirait à la fois comme soignant, préoccupé

du bien-être de son patient, et investisseur, désireux de faire fructifier son capital.

Si ces propositions du rapport Castonguay étaient mises en œuvre, serait-il encore possible de gérer le système de santé au profit du bien commun? Quels seraient les coûts globaux (privés et publics) des soins de santé? En aurait-on vraiment plus pour notre argent? ::

différents des établissements publics, des cliniques médicales et des centres de santé communautaire. Nous l'avons vu dans l'article précédent, dans ces CMS, les médecins eux-mêmes sont appelés à investir à titre d'entrepreneurs. Une cinquantaine d'interventions, dont l'avortement, pourraient y être dispensées.

Le Conseil se demande si ce nouveau cadre de prestation de services d'interruption de grossesse offrira toutes les garanties que le principe d'accessibilité aux soins est respecté.

Après avoir évalué les effets prévisibles sur les établissements publics, sur les cliniques médicales et sur les centres de santé des femmes, le Conseil observe que les récentes réformes n'offrent aucune garantie quant à la pérennité des ententes administratives qui lient présentement les cliniques médicales et les centres de santé des femmes à leur agence de santé et des services sociaux respective. Autrement dit, lorsque viendra le temps de renégocier les contrats, si, pour une raison quelconque, les parties ne s'entendent pas sur les quotas à remplir, cela veut-il dire que les femmes reviendront à la case départ et devront de nouveau payer pour leur avortement?

L'auteure de l'étude mentionne que «l'avortement a souvent été emblématique des anomalies historiques du

système de santé. À bien des égards, la situation que les Québécoises ont connue et connaissent en matière d'avortement illustre, bien avant les faits, certaines dérives d'un système de santé ne répondant pas aux besoins spécifiques de la population». Elle rappelle que dans la région de l'Outaouais, malgré la présence de 11 établissements du réseau public sur ce territoire, seule la ressource communautaire a historiquement rendu accessible cet acte médical. Elle montre également que

Le Conseil observe que les récentes réformes n'offrent pas toutes les garanties d'une accessibilité gratuite et universelle à l'avortement.

les femmes, en recourant aux cliniques médicales et aux centres de santé des femmes, ont eu à défrayer le coût de leur avortement en raison de l'incapacité du réseau public à le leur fournir (comme le montre, entre autres, le jugement de la Cour supérieure). De ce fait, elles ont subi une injustice profonde et ont dû affronter un système à deux vitesses bien avant tout le monde

Pour en savoir plus :

Pour en avoir « vraiment » pour notre argent : un système public de santé, Conseil du statut de la femme, 2008, 28 p. En ligne au www.csf.gouv.qc.ca, section Documentation

En avoir pour notre argent, Groupe de travail sur le financement du système de santé, 2008, 317 p. En ligne au www.financementsante.gouv.qc.ca

au Québec, et ce, sans soulever la protestation des plus fervents défenseurs du réseau public. Pour le Conseil, cette situation est le reflet de la discrimination systémique qu'elles subissent.

En conclusion, le Conseil aurait souhaité ne pas avoir à intervenir de nouveau sur la question de l'avortement, étant convaincu que les femmes – qui luttent à ce sujet depuis une quarantaine d'années – bénéficiaient enfin de services appropriés. Or, des faits nouveaux, mais d'un déjà-vu troublant, risquent encore une fois de fragiliser les conditions de vie des femmes du Québec. Le Conseil pense, entre autres, aux tentatives répétées de criminaliser l'avortement; le rapide historique qu'il fait de ces velléités montre par ailleurs que cela crée un climat d'incertitude et d'insécurité, lequel marginalise encore l'avortement et le teinte de désapprobation sociale. Il a tenu à en dégager les enjeux et à les évaluer à la lumière des principes qu'il défend depuis sa création : l'égalité, l'autonomie reproductive, la liberté et la sécurité des femmes. ::

Pour en savoir plus :

L'Avortement au Québec : état des lieux au printemps 2008, Conseil du statut de la femme, 2008, 53 p. En ligne au www.csf.gouv.qc.ca, section Documentation

LE COEUR BATTANT

Les Productions du Versant Est

Lucie Pagé et son conjoint, Jay Naidoo, vivent ensemble en Afrique du Sud, un pays où le racisme est désormais tabou.

Elle est LA Québécoise de l'Afrique du Sud. Après un roman à succès, de nombreux reportages et documentaires et deux autobiographies, Lucie Pagé poursuit la croisade qu'elle entamait il y a 20 ans : changer l'image de l'Afrique, celle d'un continent en faillite. À 47 ans, cette journaliste humaniste a la tête pleine de projets et, toujours, le cœur partagé entre deux continents. Entretien.

| par Lisa-Marie Gervais

● Johannesburg. Des soupers avec Nelson Mandela, des expéditions sur le continent africain, une histoire d'amour à faire damner les princesses des contes de fées, des allers-retours intercontinentaux, des mois passés avec une espionne sous son toit, parfois les bombes et les AK-47 : la vie de la journaliste Lucie Pagé a tout de celle d'une héroïne de roman. Elle ? Elle s'en moque. « Je n'ai rien à dire », avait-elle répondu à une maison d'édition québécoise qui lui demandait en 1995 d'écrire un livre. Elle a fini par griffonner quelques notes sur le contexte politique de l'Afrique du Sud et la libération de Nelson Mandela. « Mais ils

voulaient que j'écrive au "je". Que j'écrive mon histoire. »

Depuis ses autobiographies *Mon Afrique* et *Notre Afrique*, on a le sentiment de tout connaître d'elle. Pourtant, on en sait peu sur son charisme envoûtant, sa chaleur enveloppante et sa luminosité. Et sur cette croisade qu'elle mène pour redorer le blason de l'Afrique, un continent que l'Occident imagine souvent - à tort, croit-elle - anéanti, condamné à l'échec. « Quand les journaux occidentaux parlent de l'Afrique, dans 99 % des cas, c'est pour rapporter de la violence et de la guerre. Tout est noir. Rares sont les fois où l'on peut lire

sur les richesses de l'Afrique. Mais sur 45 pays [d'Afrique subsaharienne], 37 vivent dans la paix totale. C'est bien plus que la moitié, fait-elle remarquer. J'essaie toujours de montrer l'autre côté de la médaille. Je me suis donné cette mission-là. »

Lève-tôt, Lucie Pagé me donne rendez-vous à 8 h tapantes. Situé dans Morningside, un quartier cossu et sécurisé de Johannesburg, son havre de paix à elle est une jolie maison blanche de deux étages, un endroit accueillant avec piscine, verrière et grandes fenêtres qui inondent les pièces de soleil.

La porte s'ouvre sur une femme au visage rayonnant et dénué de maquillage. Vêtue d'un maillot de lycra moulant et d'un cuissard sport, la crinière grisonnante légèrement ébouriffée, Lucie Pagé n'est pas tout à fait le genre de femme complexée qui se complait dans l'apparat et l'artificiel. Les murs de la salle à manger sont tapissés de photos de sa famille, de Nelson Mandela et d'autres illustres personnages qui font partie de son petit monde. Un prix laminé qu'elle a reçu de Renaud-Bray, quelques livres et DVD en français et le sympathique accent de l'hôtesse nous rappellent qu'on se trouve sur une île québécoise en pleine mer sud-africaine.

Avec des yeux en amande rieurs et un sourire qui réussirait presque à désarmer les ghettos les plus violents du pays, cette maman de 47 ans a une énergie qui électrifie l'espace. Un peu comme cet air chargé tout juste avant l'orage. Il faut dire que la foudre lui est tombée dessus plusieurs fois! « Je suis ici parce que j'ai d'abord eu le coup de foudre pour le pays, raconte la journaliste qui collabore notamment à Radio-Canada. La première ville où j'ai mis les pieds, c'était Johannesburg. J'ai tout de suite su que l'Afrique du Sud était un pays spécial. La chaleur, les gens... Il y a une magie ici. Je garde les plus beaux souvenirs de ma première rencontre avec le pays. Même s'il était en lambeaux. J'envisageais déjà d'y vivre mon rêve professionnel. »

Ce rêve de travailler à l'étranger, elle l'a d'abord caressé fillette, avant d'en faire son but incontournable à 14 ans. Partie étudier deux mois en Espagne, elle a alors ressenti une inextinguible soif de connaître le monde. Inspirée par une mère enseignante, aimante et ouverte d'esprit, et par un père dans les Forces armées qui l'a bercée de récits de voyage et d'encouragements, elle n'attendait qu'un prétexte pour faire le grand saut. « En 1990, je suis allée en

Afrique du Sud tourner un reportage pour l'émission *Nord-Sud*. Je pensais sérieusement m'y installer pour travailler. Et vers la fin du séjour, j'ai rencontré Jay », dit-elle dans un sourire. Deuxième coup de foudre. « J'ai finalement trouvé les deux éléments dont j'avais besoin : la possibilité de faire carrière et l'amour de ma vie. »

Un livre ouvert

Quand on lui demande pour la énième fois de raconter sa vie, elle accepte de replonger en elle, de faire ressurgir le passé. Elle se livre avec une grande

« Au début, des gens armés venaient chez nous et voulaient tuer mon mari; je vivais avec une cible. »

Lucie Pagé

générosité, révélant quelques détails inédits et de petits bijoux d'anecdotes. « Je suis née à Greenwood (Nouvelle-Écosse). Mon chum [Jay Naidoo, syndicaliste devenu ministre sous Mandela] vient de Greenwood Park, et mon fils aîné, Léandre, c'est un Boisvert. Certains appellent ça des coïncidences... Moi, j'y vois les épicures de la vie », lance-t-elle avec candeur.

Volubile et sereine, Lucie Pagé parle d'elle avec enthousiasme, le cœur grand ouvert. Elle a une vitalité de combattante, de survivante. Car tout a difficilement commencé pour elle en terre sud-africaine. « Au début, des gens armés venaient chez nous et voulaient tuer mon mari; je vivais avec une cible. J'avais toutes les raisons d'abandonner notre relation »,

dit-elle. Au nombre de ces raisons, son fils Léandre, né d'une union précédente, qu'elle a dû laisser à son ex pour les six premiers mois. « Il y a huit points majeurs qui peuvent expliquer une dépression : un divorce, un changement d'emploi, un déménagement... J'en avais sept sur huit », reconnaît-elle. La dépression l'a happée de plein fouet. L'adaptation s'est avérée difficile. « Je le savais que j'allais y arriver, mais j'en pleure encore... J'ai voulu me tirer une balle dans la tête. Une chance que je n'avais pas de *gun* », confie-t-elle dans un petit rire nerveux. Aujourd'hui, elle est convaincue d'avoir pris la bonne décision en venant vivre en Afrique du Sud, même si la mère en elle a encore du mal à se défaire de la culpabilité. « Quand tu es sur la vague, il faut que tu surfes, que tu restes sur la planche. »

Qui prend mari prend pays, dit le proverbe. « C'est pas tout à fait vrai dans mon cas parce que sur un total de 17 ans, j'en ai passé 5 au Québec pour être avec Léandre. » Ses deux autres enfants, Shanti et Kami, âgés respectivement de 13 et 16 ans, vivent en



parfaite harmonie avec leurs deux mondes. « Johannesburg, c'est une ville hyper agréable où vivre. Il y a bien moins de crimes qu'avant. Il n'y a plus cette violence politique des années 1990, la vie normale s'installe peu à peu. Il faut regarder d'où vient l'Afrique du Sud. Le pays a connu 350 ans de racisme et d'oppression et il en est à se réjouir de près de 15 ans de démocratie », souligne-t-elle.

C'est de cette Afrique-là que la journaliste diplômée de l'Université du Québec à Montréal souhaite parler. Ainsi, Lucie Pagé continue de vanter l'esprit de communauté des habitants du Rwanda, où elle est allée l'an dernier, ou celui des Botswanais. Elle refuse de montrer seulement la misère du continent. « Je ne nie pas qu'il y a des problèmes au Soudan. Mais que s'y passe-t-il aussi? Par exemple, les compagnies de télécommunications pullulent parce que la seule façon de communiquer dans un pays en ruine est le cellulaire. J'essaie d'exercer mon métier différemment des autres, d'explorer de nouveaux angles, de parler de ce dont on ne parle pas. »

Éternelle pigiste

Elle l'a dit et le redit, exercer la profession de pigiste n'est pas toujours chose facile. En visite au Québec, elle a d'ailleurs déjà livré de vibrants

Les problèmes ne concernent pas la femme étrangère qui vit en Afrique du Sud, mais bien la femme sud-africaine elle-même, qui doit galérer pour faire sa place. Surtout si elle est noire.

plaidoyers pour l'amélioration de la condition des journalistes indépendants. Les « Ah, t'es juste pigiste! », Lucie Pagé les a entendus maintes et

maintes fois. « Ça fait 20 ans que je pige pour Radio-Canada! Si je faisais le même travail comme salariée à temps plein, je serais vue complètement différemment », croit-elle. Sans compter que le fait d'être mère et pigiste rend la tâche encore plus difficile. « Si je n'avais pas mon *chum*, je ne pourrais pas gagner mon beurre et avoir une vie normale. Je vais à son bureau pour faire mes interurbains. Je paie rarement des impôts, mais c'est parce que mon revenu est sous le seuil de la pauvreté », affirme-t-elle.

N'empêche, elle l'admet du même soufflé : pour rien au monde elle n'abandonnerait ce boulot qui la comble. Le plus beau jour de sa carrière journalistique? Le 10 mai 1994. Mandela venait d'être élu président. « Tous les journalistes disaient que les bombes allaient éclater, qu'il allait y avoir la guerre et du sang. Mais Mandela est monté sur le podium. La main sur le cœur. Quand les journalistes ont vu que ça allait être pacifique, ils sont tous partis, se rappelle-t-elle. Couvrir ça en tant que journaliste et pas juste être là en tant qu'être humain, pour moi c'était... wow! »

En Namibie, les dunes deviennent le terrain de jeu du couple et de Léandre, Kami et Shanti.



Lucie Pagé ne manque jamais une occasion de louer le charisme de son ami Nelson Mandela, à qui elle voue une admiration sans borne. « Quand tu rencontres Mandela, les mots te manquent. Il a les qualités d'un vrai leader : intégrité, compassion et humilité. Mandela, c'est ça. C'est lui, avance-t-elle les yeux remplis de fierté. C'est inexplicable, quelque chose qu'on ne peut pas mettre en boîte. Même quand j'essaie de l'interviewer en faisant ma journaliste *tough*, je fonds. » Elle se souvient d'un souper où l'ancien président de l'Afrique du Sud était attendu. À un moment de la soirée, sans raison apparente, les convives s'étaient soudainement tus. Mandela se tenait au fond de la pièce. « Il était entré sans bruit, mais tout le monde avait senti sa présence », raconte Lucie Pagé.

Eva, Rosie et les autres

Elle le dit avec émotion : sa plus grande fierté à ce jour aura été *Eva*, son premier roman, paru en 2005 chez Libre Expression. Une poignante histoire d'amour interdite entre une Blanche afrikaner et un Noir des *townships*,

venue en réponse à la question que plusieurs lui posaient : c'était quoi, vivre sous l'apartheid ? « Je ne pouvais pas écrire sans parler d'amour. J'ai choisi mes personnages, tout est basé sur du vrai. Mais ça n'a pas été facile. J'ai dû recommencer plusieurs fois certains passages. Je me suis frappé la tête sur les murs. Je devais apprendre à écrire un roman », relate-t-elle avec franchise.

Dans ce roman, qui dépeint les difficultés pour un couple mixte de vivre sous le régime raciste de l'apartheid, il y a un peu de son histoire à elle. « Quand je suis arrivée à Jo'burg, nous n'avions pas le droit, théoriquement [légalement], d'habiter ensemble. Mais l'agent d'immeubles avait fait le tour des propriétaires dans notre voisinage pour qu'ils signent un papier disant que ça ne les dérangeait pas d'avoir un voisin non Blanc, raconte Lucie Pagé. Maintenant, je suis très bien acceptée. C'est plus facile qu'en Occident parce que beaucoup d'exilés sont revenus de l'étranger après la chute de l'apartheid, et parmi eux, il y a beaucoup de couples mixtes [formés d'un Blanc et d'un non-Blanc]. Le racisme est telle-

ment tabou qu'on accepte plus facilement la mixité », fait-elle remarquer. Non, vraiment, les problèmes ne concernent pas la femme étrangère qui vit en Afrique du Sud, mais bien la femme sud-africaine elle-même, qui doit galérer pour faire sa place. Surtout si elle est noire.

« Il y a encore de l'ouvrage, mais beaucoup de chemin a été fait, souligne Lucie Pagé, qui refuse de voir le verre à moitié vide. Il y a des femmes noires médecins, des techniciennes. Même que la vice-présidente est une femme. Des outils politiques ont été mis en place, par exemple pour les femmes victimes de viol et de violence domestique. » Avant, les victimes devaient porter plainte à la police et voir un médecin légiste avant de se faire traiter à l'hôpital. Maintenant, on leur offre tous les soins et services sous un même toit. « Il y a un net progrès », insiste-t-elle. N'empêche, en février dernier, une femme vêtue d'une minijupe s'est fait déshabiller sur la place publique par des chauffeurs de taxi. Ils voulaient lui donner une leçon parce qu'ils la trouvaient trop « aguichante ». « C'est horrible. Mais à côté de ça, tu as des femmes noires chefs d'entreprise », constate-t-elle.

Parmi ces Sud-Africaines qui la remplissent d'admiration, Rosie Tsebe, la nounou de la maison, à qui elle rend hommage dans son livre *Notre Afrique*. La grande et affable dame noire est membre d'un petit groupe de femmes qui mettent 20 rands (2,50 \$) de côté chaque mois. En cas de deuil, d'incendie ou de catastrophe, le fonds leur vient en aide. « Avant, ça n'aurait pas été possible, mais maintenant, si tu me donnes 12 feuillets à écrire sur les femmes en Afrique du Sud, je vais t'en écrire, des histoires de gloire », dit-elle. De beaux récits qui l'inspirent sans doute pour le roman qu'elle mijote actuellement. Tandis que son histoire d'amour avec l'Afrique du Sud, elle, continue de s'écrire. ::

Le centre-ville de Johannesburg, la première ville d'Afrique du Sud où Lucie Pagé a mis les pieds. Elle y habite toujours.



L'INFIRMIÈRE INCONNUE

Du dévouement à l'épuisement

| par Hélène Sarrasin

- L'hiver, on a droit aux reportages sur les salles d'urgence qui débordent. L'été, à ceux
- sur le manque de personnel infirmier attribuable aux vacances. Toujours, le même refrain : les infirmières n'en peuvent plus. Obligées d'accepter de faire des heures supplémentaires, elles cumulent régulièrement deux quarts de travail de suite dans une même journée. Conséquences : une augmentation des congés pour problèmes psychologiques, des départs vers la pratique privée, des retraites précoces et... une relève qui se fait rare.

Comment en sommes-nous arrivés là? De bien des façons. Choix budgétaires erronés au cours des années 1990, vagues de départs assistés qui décapitent le réseau (le privant d'une expérience précieuse), virage ambulatoire et vieillissement de la population, pour n'en nommer que quelques-unes.

Dans ce dossier, nous voulions revenir sur ces diverses causes et nous interroger sur les pistes de solution proposées, dont le recours au privé. Or, plus notre recherche avançait, plus la question du sens de la pratique infirmière émergeait comme véritable facteur déterminant. Autant les spécialistes de la santé que les actrices et acteurs du milieu que nous avons consultés ont été formels : des budgets supplémentaires et l'arrivée massive de personnel sur les étages ne changeront rien au problème tant qu'on ne reverra pas en profondeur le rôle de l'infirmière et de l'infirmier et, de là, l'organisation du travail dans les hôpitaux. Par conséquent, nous avons choisi de nous concentrer sur cette question du sens. Une question qui a des répercussions sur le plan collectif puisqu'elle détermine les façons de faire des employées d'une organisation, mais qui joue aussi un rôle fondamental sur le plan personnel. Car quand on ne perçoit plus le sens de ce que l'on fait, on ne peut pas continuer longtemps d'agir. La dépression se pointe.

Autopsie du monde bouleversant des infirmières et des infirmiers. ::

LE FEU SACRÉ DE LOUISE

À 68 ans, Louise Gareau a accroché son sarrau avec regret. Même privée de son stéthoscope, l'infirmière en elle n'hésite pas à établir son diagnostic : le système de santé québécois est gravement malade.

| par Annie Mathieu

● ● remière cause de ce mal : un cloisonnement des métiers
● ● qui empêche la collaboration entre les différents acteurs du système. « Il faut mettre fin aux chasses gardées et organiser les soins en fonction des compétences de chacun », affirme-t-elle avec aplomb. Celle qu'on surnomme « l'objectrice de conscience » n'en démord pas : les médecins doivent déléguer davantage à leurs collègues infirmières.

En 2002, affectée au triage d'un CLSC de la région de Québec, elle a eu l'idée de compter les patients qui attendaient de voir un médecin alors que l'examen d'une infirmière leur aurait suffi. En une journée seulement, plus de la moitié des patients auraient pu consulter une infirmière plutôt qu'un médecin, ce qui aurait considérablement réduit l'attente, selon elle. « Les infirmières peuvent très bien diagnostiquer une otite ou prescrire une radiographie. Elles le font en région, mais une fois en

ville, elles n'ont plus le droit de prendre cette responsabilité. » Une pointe d'ironie dans la voix, elle rappelle que « les médecins sont payés à l'acte : si les patients ne les voient pas, ils ne seront pas payés ».

Lorsqu'elle a présenté les résultats de son sondage maison à ses supérieurs du CLSC, ils lui ont tout bonnement répondu « qu'ils n'étaient pas encore rendus là » dans l'organisation des soins. Quelques années plus tard,

LE RAS-LE-BOL DE NATASHA

Natasha exerce « le plus beau métier du monde » au département des naissances d'un hôpital du grand Montréal. Mais elle en a ras le bol des conditions qui l'empêchent de travailler convenablement.

| par Annie Mathieu

● ● est une femme à l'allure fière, visiblement fatiguée
● ● physiquement et psychologiquement. Son univers se résume en un seul mot : stress. « Il faut vraiment être capable de s'en foutre pour rester zen », affirme-t-elle sans hésiter. Mais Natasha (nom fictif), 35 ans, n'a jamais su décrocher du boulot après un quart de travail. « Je pense à mes patientes, à ce que j'aurais pu et surtout dû faire. »

« Je me rappelle qu'à 20 ans, j'étais fraîche, fringante et naïve », commence-t-

elle. Elle ne souhaitait pas poursuivre à l'université pour devenir bachelière en sciences infirmières plutôt que technicienne, statut obtenu au cégep. « Je ne voulais surtout pas devenir infirmière-chef. » Les responsabilités associées à ce poste la rebutaient : « Je suis une fille de plancher, pas de gestion. »

Comme la plupart des nouvelles infirmières, Natasha a d'abord travaillé « sur appel ». « On me téléphonait à minuit moins quart pour me dire de rentrer à 23 h 30 ! Même si j'avais

vérifié plus tôt si on avait besoin de moi. J'étais si stressée que lorsque je mangeais au McDonald's et que j'entendais sonner les minuteriers des friteuses, je sursautais en croyant que c'était mon téléavertisseur ! »

Au bout de six ans, elle décrochait un poste à temps partiel. Un réel soulagement pour la nouvelle mère de famille. C'était au début des années 2000. La situation s'est gâtée rapidement. Plusieurs hôpitaux ont fermé leurs portes alors que le système de santé entrait dans une (autre) phase



Louise Gareau considère qu'il est impératif de miser sur les compétences de chacun et de chacune dans l'organisation des soins et de mettre fin aux chasses gardées.

Photo: Charland

Louise Gareau constate sans étonnement que la situation ne semble pas avoir évolué.

Cette Abitibienne qui a obtenu son premier diplôme d'infirmière auxiliaire en 1959 en a vu d'autres. Car la tension entre les médecins et le personnel infirmier ne date pas d'hier. Le médecin reste le maître d'œuvre et l'infirmière est toujours perçue comme l'éternelle exécutante. « Nous sommes encore dans une relation de dépendance, déplore la nouvelle retraitée. Si le personnel infirmier était majoritairement composé d'hommes, son rôle serait reconnu davantage. »

Une question de sexe, alors? Elle insiste: « Dans le dossier du CHUM [ndlr: ce mega-hôpital montréalais dont la construction piétine], pourquoi entendons-nous toujours les différents

de réformes. Les infirmières n'ont pas été épargnées. Des mesures incitatives ont encouragé les plus anciennes à prendre leur retraite. D'autres ont quitté les hôpitaux pour les CLSC, qui offraient des conditions de travail plus avantageuses. Les infirmières expérimentées parties, une poignée de jeunes ont été laissées à elles-mêmes. Une erreur irréparable, selon Natasha. Formées « tout croche », elles transmettent à leur tour leur mauvais apprentissage aux nouvelles recrues.

Natasha ne se souvient pas combien de fois l'hôpital dans lequel elle travaille a été « fusionné » et « défusionné ». Elle n'est même plus sûre du nom qu'il porte actuellement. Ce qu'elle sait, c'est que les conditions de travail se sont chaque fois dégradées un peu plus. « C'était le bordel », résume-t-elle en évoquant l'administration. Un désordre auquel elle a participé malgré elle. « On m'a demandé de

remplacer l'assistante-chef. Je n'avais pas le choix. »

Pour Natasha, qui n'a jamais souhaité enfiler le sarrau de chef, c'est le début de la fin. « Je devais m'occuper des diètes, de la pharmacie, des horaires et même des machines distributrices! Tout cela pour 10 \$ de plus par nuit. » Elle fait ce qu'elle peut. Mais ce n'est jamais assez lorsque les ressources sont insuffisantes. « Je me sentais mal. Je donnais trop de tâches aux infirmières déjà débordées. »

Un jour de 2005, elle déclare forfait. À bout de souffle et au bord de la crise de nerfs, elle souffre d'épuisement professionnel. Les larmes aux yeux, elle évoque aujourd'hui les patientes dont elle aurait aimé prendre soin plus longtemps. « Mes patrons ont exercé beaucoup de pression pour que je revienne travailler avec l'aide d'antidépresseurs », confie-t-elle. Elle

a résisté, grâce à un médecin compréhensif qui lui a prescrit deux mois de repos.

Natasha ne se souvient pas combien de fois l'hôpital a été « fusionné » et « défusionné ». Elle n'est même plus sûre du nom qu'il porte actuellement.

En revenant au boulot, elle refuse catégoriquement le poste d'assistante. Mais elle sent qu'elle replonge tranquillement dans l'abîme de la dépression. À l'été 2008, de nombreuses infirmières sont parties en congé de

lobbys de médecins et jamais ceux des infirmières?» Elle est convaincue que la réponse est culturelle.

Parce que les droits des femmes étaient au cœur de toutes ses luttes, Louise Gareau s'est souvent heurtée au club des hommes que formaient les médecins.

Contrairement à ce que son éducation lui prescrivait, Louise Gareau n'a jamais attendu l'approbation des médecins pour mettre en œuvre ses idées. « Je suis quelqu'un qui dérange »,

avoue-t-elle en riant au bout du fil. Parce qu'elle croyait en des accouchements plus humains et moins médicalisés, parce qu'elle défendait le droit à l'avortement, le planning familial et l'autodétermination des femmes, elle a fondé avec d'autres le Centre de santé des femmes, première clinique d'avortement de Québec. Et parce que les droits des femmes étaient au cœur de toutes ses luttes, l'infirmière s'est souvent heurtée au club des hommes que formaient les médecins.

Cinquante ans de métier dans les pattes et jamais à bout de souffle. Est-elle une exception? « Quand cela ne faisait plus mon affaire, je parlais », répond-elle simplement. Et elle a souvent fait ses valises. Son métier d'infirmière « engagée », elle l'a même pratiqué au Nicaragua, au Rwanda, en République Dominicaine et en Haïti.

Dans son cas, l'expression *feu sacré* semble banale, insuffisante. Louise Gareau a décidé qu'elle serait infirmière lorsqu'elle a vu la garde de son village natal – La Corne – sauver sa mère d'une hémorragie utérine. Pour l'enfant de 10 ans, être infirmière signifierait toujours « changer le monde, particulièrement celui des femmes ».

Pari tenu. Louise Gareau, infirmière de combats, a changé la vie de milliers de femmes au Québec et à l'étranger. Elle affirme sans hésitation qu'elle recommencerait n'importe quand, peu importe les conditions. Et on la croit. :

À lire pour en savoir plus : Bernard Roy, *Louise Gareau, infirmière de combats*. Presses de l'Université Laval, 2008, 156 p.

maternité. « Nous devons normalement être au moins 11 au département des naissances. Un soir, nous étions 4. » Elle évoque une nuit d'horreur où elle n'a pu prodiguer à ses patientes que le « minimum du minimum ».

C'est ce qui la rend dingue. « Je ne veux pas changer le monde, je veux juste la satisfaction du travail bien accompli », lance-t-elle. Un simple merci, pourtant, peut lui faire oublier le stress et le découragement. Mais les mercis se font de plus en plus rares. « Je n'ai plus le temps d'être fine », avoue-t-elle.

Quelques jours avant notre rencontre, Natasha est tombée malade. Vomissements et maux de tête. Elle n'est pas allée travailler. Quand on lui demande comment elle entrevoit l'avenir, sa réponse en dit long : « Je ne pense pas à l'année prochaine. Je pense seulement à mon prochain quart de travail. Et je ne sais pas si je pourrai m'occuper de mes patientes correctement. Alors je pleure. »

Les infirmières expérimentées parties,
une poignée de jeunes ont été
laissées à elles-mêmes.



À LA RECHERCHE DU SENS PERDU

Stockphoto / Dr. Heinz Linke

Surcharge de boulot, heures supplémentaires obligatoires, stress, épuisement... Au Québec, le travail infirmier est trop souvent associé à ces maux. Pire, nombreuses sont celles pour qui « le plus beau métier du monde » a perdu son sens. Traitement suggéré : soulager rapidement les symptômes et poursuivre collectivement la reconquête du sens perdu.

| par Jacinthe Tremblay

● ● **R**imouski, chef-lieu du Bas-Saint-Laurent, connaît une ● ● pénurie d'infirmières. Celles qui ont un poste à temps plein ne sont pas remplacées pendant leurs vacances. Et la plupart devaient faire des heures supplémentaires jusqu'à récemment. Sophie Saint-Pierre (nom fictif), infirmière bachelière dans la cinquantaine, n'a donc pas eu de mal à être embauchée dans un CLSC rimouskois quand elle a décidé de quitter Montréal. Elle a toutefois été « sur appel » pendant plus de trois ans, et le poste qu'elle vient d'obtenir la force à faire la navette entre trois lieux de travail – fusion d'établissements oblige.

Sophie ne regrette pas son déménagement. Elle a cependant été étonnée de certaines différences de pratique

entre les deux villes. Par exemple, alors que certains docteurs acceptent avec bonheur qu'elle change des panse-

Alors que certains docteurs acceptent avec bonheur que l'infirmière change des pansements sur les plaies humides, d'autres se réservent ce soin.

ments sur les plaies humides, d'autres se réservent ce soin. « À Montréal et à Rimouski, mes compétences, mon expérience, mon jugement clinique

et ma connaissance des personnes âgées et des malades chroniques sont utilisés de manière inégale selon les médecins avec lesquels je travaille », explique-t-elle.

Si cette caractéristique des relations entre ces professionnels a toujours existé, elle s'est accrue depuis l'adoption, en 2002, de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (loi 90). Avec elle, les pouvoirs, les responsabilités et les tâches des médecins spécialistes et omnipraticiens, des infirmières et des auxiliaires ainsi que des préposés, notamment, ont changé, sur papier du moins.

Avec cette loi, les infirmières ont vu leur champ d'exercice s'élargir et se

préciser. Elles ont hérité d'un rôle majeur dans l'évaluation, la surveillance clinique et le suivi infirmier des clientes. Elles peuvent par exemple compléter des requêtes de mesures diagnostiques et thérapeutiques et ajuster des médicaments grâce au mécanisme d'ordonnances collectives introduit dans la loi. Ce mécanisme permet à un médecin ou à un groupe de médecins de déléguer à d'autres professionnels de la santé – infirmières ou pharmaciens – des tâches qui étaient autrefois leur apanage exclusif. « Ces nouveaux pouvoirs ont notamment comme impacts bénéfiques de décharger les médecins et de valoriser le travail des autres soignants », commente Gylaine Desrosiers, présidente de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ).

Depuis 2002, l'éventail du travail infirmier a donc changé. Dans les faits, ce changement s'opère cependant selon le rythme et le bon vouloir des multiples instances du réseau de la santé. Le ministère, les agences régionales, les centres de santé et de services sociaux et leurs établissements, les hôpitaux universitaires ainsi que les ordres professionnels ont le pouvoir d'adapter les dispositions de la loi, sinon son esprit, aux conditions locales.

À l'hôpital de Rouyn-Noranda, ce sont les infirmières qui assurent la préparation médicale des voyageurs vers l'étranger, une responsabilité assumée par les médecins avant la loi 90. À l'urgence de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont de Montréal, elles peuvent maintenant prescrire des prises de sang, des rayons X et des électrocardiogrammes, en plus de donner certains médicaments comme le Tylenol. Incroyable mais vrai : jusqu'à tout récemment, une infirmière devait avoir l'aval d'un médecin pour administrer aux patients ces cachets vendus dans les dépanneurs!

Ces transformations des tâches infirmières reposent sur l'ouverture et la volonté du corps médical de confier un rôle accru à celles qui étaient, il y a peu de temps encore, considérées comme ses servantes... La loi 90 est nationale, mais ses applications sont locales.

Johanne Lapointe, directrice-conseil de la planification des effectifs à l'OIIQ, voit dans l'élargissement des soins l'avenir de la profession et, à plus grande échelle, l'amélioration des conditions du réseau public de la santé. « Il ne faut pas compter sur la fin rapide de la pénurie du personnel en santé. Pendant de nombreuses années encore, les besoins seront beaucoup plus grands que l'offre, même si nous augmentons considérablement l'entrée de nouvelles infirmières dans la profession. La porte de sortie est de transformer les rôles et les responsabilités des infirmières et de l'ensemble des professionnels et des travailleurs de la santé. Cela supposera également un rôle accru des infirmières dans la

formation des malades et de leurs proches pour la prise en charge de leur santé », affirme-t-elle.

Cette vision stimulante et audacieuse n'est malheureusement pas encore réalité. Les changements tardent à venir. Sur le terrain, les infirmières, confrontées à des cas beaucoup plus lourds et complexes, sont trop souvent chargées de remplir des formulaires ou de jouer les réceptionnistes. Avec les fusions des CLSC, des CHSLD et des hôpitaux devenus des « établissements » dans les organigrammes du ministère – tout en demeurant des lieux physiques réels –, plusieurs d'entre elles doivent parcourir des dizaines de kilomètres par jour. Ajoutez à ces écueils les heures supplémentaires obligatoires, le travail de soir, de nuit et de fin de semaine, et vous obtenez tous les ingrédients d'un ras-le-bol qui pousse bon nombre d'infirmières à passer au privé. À non sens égal, aussi bien sauver sa peau, se disent-elles.

RADIOGRAPHIE

Nombre d'infirmières exerçant la profession au Québec au 31 mars 2007 : 65 314

Âge moyen : 43 ans

Sexe : 91 % de femmes et 9 % d'hommes

Formation

• Diplôme décerné par un hôpital (avant l'entrée en vigueur du DEC) :	3 %
• Diplôme d'études collégiales (DEC) :	52 %
• Certificat de 1 ^{er} cycle universitaire :	13 %
• Baccalauréat :	27 %
• 2 ^e ou 3 ^e cycle universitaire :	6 %

Secteur d'emploi

• Secteur public :	85 %
• Secteur privé ¹ :	9 %
• Secteur de l'éducation :	4 %
• Autres :	3 %

1. Outre les agences de placement de personnel infirmier et de soins privés, les lieux d'emploi dans le secteur privé sont les cliniques médicales, les cliniques de soins infirmiers, les résidences privées pour personnes âgées et autres clientèles, les industries et les entreprises du domaine de la santé ou non, les centres de recherche, les compagnies pharmaceutiques, les pharmacies et les cliniques de soins de santé variés.

Brigitte Saint-Pierre



Le secteur privé grignote dangereusement le réseau public en permettant au personnel infirmier de choisir ses horaires de travail et en offrant des mesures de conciliation travail-famille, notamment.

Le privé « mère-grand »

Pour les infirmières, le privé en santé prend rarement les traits du grand méchant loup. Il se déguise plutôt en mère-grand. S'il n'a pas – encore – croqué le réseau public, il le grignote dangereusement, comme en témoigne un sondage CROP commandé et diffusé en février 2008 par l'OIIQ. De ses 500 membres à l'emploi d'agences privées interrogés pour cette enquête, 77 % ont déclaré être très satisfaits ou satisfaits de leur statut et n'avoir nulle intention de retourner à l'emploi exclusif de l'État.

La possibilité de choisir son horaire, la conciliation travail-famille, les conditions de travail et les salaires expliquent principalement leur décision. Selon des données fournies par la direction de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, les infirmières d'agences privées gagnent 18,92 \$ de plus l'heure que leurs semblables syndiquées du secteur public lorsqu'elles travaillent dans cet établissement !

Bémols des salariées d'agences : la maigreur ou l'absence des régimes de retraite, de la sécurité d'emploi, de

La CSN,
pionnière
du syndicalisme
infirmier
au Québec



CSN
www.csn.qc.ca



Des infirmières de l'hôpital Sainte-Justine, en 1944

Photo : Archives-CSN

la formation ainsi que l'instabilité des lieux d'exercice et des tâches à accomplir. Ces constats concordent avec les résultats d'une étude consacrée aux conditions d'emploi, de santé et de sécurité des infirmières d'agences privées dévoilés en novembre 2006 par l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST). L'organisme avait déjà mené une recherche similaire auprès des infirmières du secteur public. « Les deux groupes sont exposés à des efforts excessifs et à des atteintes à la santé psychologique », indique son auteure principale, Esther Cloutier.

Plusieurs des infirmières d'agences interrogées par l'IRSST ont également dit devoir payer de leurs deniers pour recevoir de la formation. Le sondage de 2008 mené pour l'OIIQ révèle que 39 % des infirmières d'agences ne reçoivent aucune formation lors de leur arrivée dans un nouveau milieu de soins, alors que 41 % ont droit à quelques heures, voire une journée. Seulement 20 % ont plus de deux jours de formation.

Sur le terrain, ces formations éclair ou inexistantes provoquent des cauchemars chez le personnel infirmier que les employées d'agences viennent secourir ou remplacer. M^{me} Saint-Pierre, qui a longtemps travaillé en CLSC à Montréal, où le recours au privé est très important, témoigne : « Chaque fois que des filles d'agences, pourtant compétentes, me remplaçaient pendant mes vacances, j'en avais pour plusieurs jours à me démêler dans les visites à effectuer. Souvent, tout était mélangé dans le *case load* », se rappelle-t-elle.

En dépit de ces conséquences néfastes observées par les infirmières du public, il s'en trouve encore pour faire le saut vers les agences. Et elles seront de plus en plus nombreuses si rien ne change, craignent l'Ordre et les syndicats qui les représentent. Parce qu'elles n'en peuvent plus. Et parce que les changements réclamés depuis longtemps, tels la valorisation de leur rôle, une meilleure organisation du travail et la hausse de leur rémunération, tardent à se concrétiser.

Le public crée le privé

En mars 2008, dans sa réaction au rapport commandé par le gouvernement québécois au Groupe de travail sur le financement du système de santé, préside par Claude Castonguay, le Conseil du statut de la femme (CSF) formulait deux avertissements. « On doit se garder d'amplifier le problème de la rareté de la main d'œuvre et de nourrir la désaffection qui est notable présentement à l'endroit de certaines professions de la santé. » Avec la médecine familiale, les soins infirmiers figurent en tête de liste de ces professions. « Il faut éviter que des conditions d'emploi trop pénibles dans nos institutions publiques amènent cette main-d'œuvre qualifiée à délaisser des carrières qui pourraient être gratifiantes pour se tourner vers le travail au



RADIOGRAPHIE

Répartition des infirmières dans les régions

• Nord-du-Québec :	1 %
• Abitibi-Témiscamingue :	2 %
• Outaouais :	3 %
• Laurentides :	5 %
• Lanaudière :	3 %
• Laval :	3 %
• Montréal :	33 %
• Montérégie :	12 %
• Estrie :	4 %
• Centre-du-Québec :	2 %
• Mauricie :	4 %
• Saguenay-Lac-Saint-Jean :	4 %
• Capitale-Nationale :	14 %
• Chaudière-Appalaches :	4 %
• Bas-Saint-Laurent :	3 %
• Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :	1 %
• Côte-Nord :	1 %

Brigitte Saint-Pierre

service d'agences de placement ou de plus petites organisations qui offrent souvent moins d'avantages sociaux, de perspectives de formation et de sécurité d'emploi», ajoutait le CSF.

Sans les nommer, le CSF faisait alors référence aux organismes communautaires, aux entreprises d'économie sociale et aux coopératives de santé où vont également se réfugier des professionnels et des employés du réseau public. Nicole Goyet, travailleuse sociale et ancienne gestionnaire dans le réseau public, joue un rôle majeur au sein des Maisons Mémoire du cœur, un organisme communautaire qui héberge des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, à Joliette. « Nos infirmières sont très heureuses, mais elles gagnent annuellement 20 000 \$ de moins minimum que dans le réseau public. C'est malheureux que ce soit le prix à payer pour améliorer ses conditions et sa satisfaction au travail », s'inquiète-t-elle.

Est-il possible d'enrayer la défection des infirmières, mais également d'un nombre grandissant d'omnipraticiens, vers le privé? Plusieurs acteurs majeurs du réseau public y veillent, en paroles et en actes.

Le public sauvera le public

En juillet dernier, des omnipraticiens et des spécialistes réunis par le groupe Médecins québécois pour le régime public signaient la déclaration *Soigner le système de santé par une augmentation du privé : à diagnostic erroné, mauvais traitement*. « Accroître la part du

Est-il possible d'enrayer la défection des infirmières, mais également d'un nombre grandissant d'omnipraticiens, vers le privé?

privé à but lucratif ne permettrait-il pas, comme certains l'affirment, de diminuer les listes d'attente, de régler les problèmes de continuité de soins, d'augmenter par émulation la productivité de notre système public et d'alléger la supposée "lourdeur administrative" publique?

La réponse est claire : pas du tout », écrivaient-ils avant d'ajouter : « Les expériences étrangères montrent plutôt que ce "traitement" douteux introduit justement de nouvelles lourdeurs administratives, ajoute des barrières supplémentaires à l'accès aux soins et rend plus difficile le contrôle des coûts. Et que loin de favoriser l'intégration souhaitable des services, ce nouveau mode d'organisation risque au contraire d'accroître la fragmentation du continuum des soins, déjà problématique. »

Ces médecins ont également souligné que des « solutions publiques efficaces, innovatrices et viables aux problèmes du système de santé existent et sont souvent appliquées ». Elles reposent sur trois piliers : la réorganisation du travail, la valorisation des professions et métiers de la santé et la rémunération. Dans sa déclaration, Médecins québécois pour le régime public citait en exemple les travaux amorcés par la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ).

Lors de la ronde de négociations du secteur public de 2006, les dirigeants de la FMSQ, convaincus qu'une meilleure gestion pouvait réduire, sinon éliminer les listes d'attente, se sont engagés



Nos professionnelles et techniciennes font le choix du réseau public pour un accès à la santé égal pour tous



Alliance du personnel
professionnel et technique
de la santé et des services sociaux

info@aptsq.com

www.aptsq.com

à améliorer la performance des blocs opératoires en contrepartie de gains de rémunération pour leurs membres. À l'automne 2007, cinq médecins de la FMSQ amorçaient une tournée de visites d'hôpitaux avec cinq médecins du ministère de la Santé et des Services sociaux et une représentante de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec. Leur but? Identifier et proposer des correctifs susceptibles d'augmenter le nombre de chirurgies.

À la lumière de leurs recommandations, 16 hôpitaux sont arrivés à hausser en moyenne de 4 à 6 % la performance de leurs blocs opératoires,

apprenait-on au début d'octobre. Ces résultats prometteurs sont à mi-chemin de l'objectif officiel de 10 % poursuivi par Québec et la FMSQ. Une telle hausse se traduirait par 19 000 opérations de plus par année. Le Dr Gaëtan Barrette, président de ce syndicat de docteurs, demeure convaincu qu'avec une meilleure gestion des blocs opératoires et l'injection de sommes modestes en achat de petits instruments, le réseau public pourrait effectuer 50 000 interventions chirurgicales de plus par année et réduire ainsi de manière draconienne les délais d'attente pour l'ensemble des chirurgies. « Et je suis

convaincu que le chiffre de 50 000 est un objectif prudent », précise-t-il.

En présentant ces résultats, le Dr Barrette a souligné le rôle crucial des infirmières dans la bonne marche des salles de chirurgie. « Lors de nos visites, l'infirmière-chef ou son assistante étaient les premières personnes rencontrées. Elles sont l'âme des blocs opératoires et elles peuvent mieux que quiconque témoigner de l'évolution des humeurs des membres de l'équipe au fil de la journée et identifier les mesures pour corriger les lacunes », a-t-il dit.



RADIOGRAPHIE

Fonction

Clinique

• Infirmière soignante :	63 %
• Infirmière clinicienne ¹ :	8 %
• Autres fonctions cliniques ² :	16 %

Gestion

• Chef infirmière :	3 %
• Coordinatrice :	2 %
• Autres fonctions en gestion :	3 %

Enseignement

• Professeure, enseignante :	3 %
• Autres fonctions en enseignement :	1 %

Recherche

• Chargée de recherche :	1 %
• Autres fonctions en recherche :	1 %

1. Nouvelle appellation des infirmières bachelières

2. Les autres fonctions cliniques comprennent celles d'adjointe clinique, de conseillère, de consultante ou de monitrice, de coordinatrice de suivi systématique de clientèle, d'infirmière clinicienne spécialisée, d'infirmière en région éloignée, d'infirmière en groupe de médecine familiale, d'infirmière en milieu carcéral, d'infirmière première assistante en chirurgie et d'infirmière praticienne spécialisée.

Brigitte Saint-Pierre

Toujours en octobre, la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) dévoilait une feuille de route en 15 points pour assurer que chaque Québécois et Québécoise ait accès à un médecin de famille. Les actions préconisées par ce syndicat pour enrayer la pénurie d'omnipraticiens touchent entre autres la formation et l'organisation du travail.

Comme leurs collègues spécialistes, les dirigeants de la FMOQ ont mis en lumière le rôle crucial des infirmières dans l'amélioration de l'accès aux soins, recommandant même que chaque médecin de famille travaille en tandem avec une infirmière. Gyslaine Desrosiers, présidente de l'OIIQ, appuie cet appel et va plus loin. « Dans le contexte du vieillissement de la population, tous les experts s'entendent sur la nécessité de réorganiser les services de première ligne et d'intensifier la collaboration médecins-infirmières. »

« Les infirmières ont l'expérience et l'expertise nécessaires pour faire le suivi des patients, de plus en plus atteints de maladies chroniques tels le diabète et les maladies cardiopulmonaires. L'efficacité de leur contribution a été prouvée tant dans les CLSC que dans les groupes de médecine familiale (GMF) », poursuit M^{me} Desrosiers.

Des bouleversements sont également en cours dans plusieurs grands centres hospitaliers. À Montréal, l'hôpital Maisonneuve-Rosemont est depuis plusieurs mois le théâtre d'une importante réorganisation de ses soins infirmiers, qui valorise les nouveaux rôles

« Aucune campagne de publicité payée n'enrayera la pénurie d'infirmières dans le secteur public. »

Linda Silas

confiés aux infirmières par la loi 90. Ce chantier local majeur, désigné par l'acronyme POESI, vise notamment à réduire le recours aux agences de placement et les heures supplémentaires obligatoires. Il a donné lieu à l'embauche de quelque 200 infirmières auxiliaires, qui ont aussi hérité de nouveaux pouvoirs avec la loi 90.

Le directeur des soins infirmiers par intérim de l'hôpital, Claudel Guillemette, précise que ce chantier

va beaucoup plus loin que l'embauche massive d'auxiliaires. « Cette réorganisation du travail permet de revenir à l'essentiel de l'art du *nursing*, soit la capacité de détecter et d'agir sur ce qui va devenir compliqué. Notre projet fait appel au jugement clinique de l'infirmière et à ses compétences en évaluation, et beaucoup moins aux techniques dans lesquelles cette profession a été de façon trop étroite confinée depuis quelques décennies », expliquait-il au *Devoir* en juillet dernier.

« Le traitement des maux du réseau de la santé est connu et repose sur des solutions publiques », martelait en juillet Médecins québécois pour le régime public. Ce traitement est venu et viendra d'initiatives locales, adaptées à chaque milieu de travail et aux communautés, plaide le groupe. « Aucune campagne de publicité payée n'enrayera la pénurie d'infirmières dans le secteur public », disait en juillet Linda Silas, présidente de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières/infirmiers. « Les personnes les mieux placées pour donner aux jeunes le goût de la profession et du réseau public seront les infirmières déjà en poste, quand elles pourront dire à leurs proches qu'elles pratiquent, dans de bonnes conditions, l'une des plus merveilleuses professions au monde. » ::

RADIOGRAPHIE

Temps de travail des infirmières

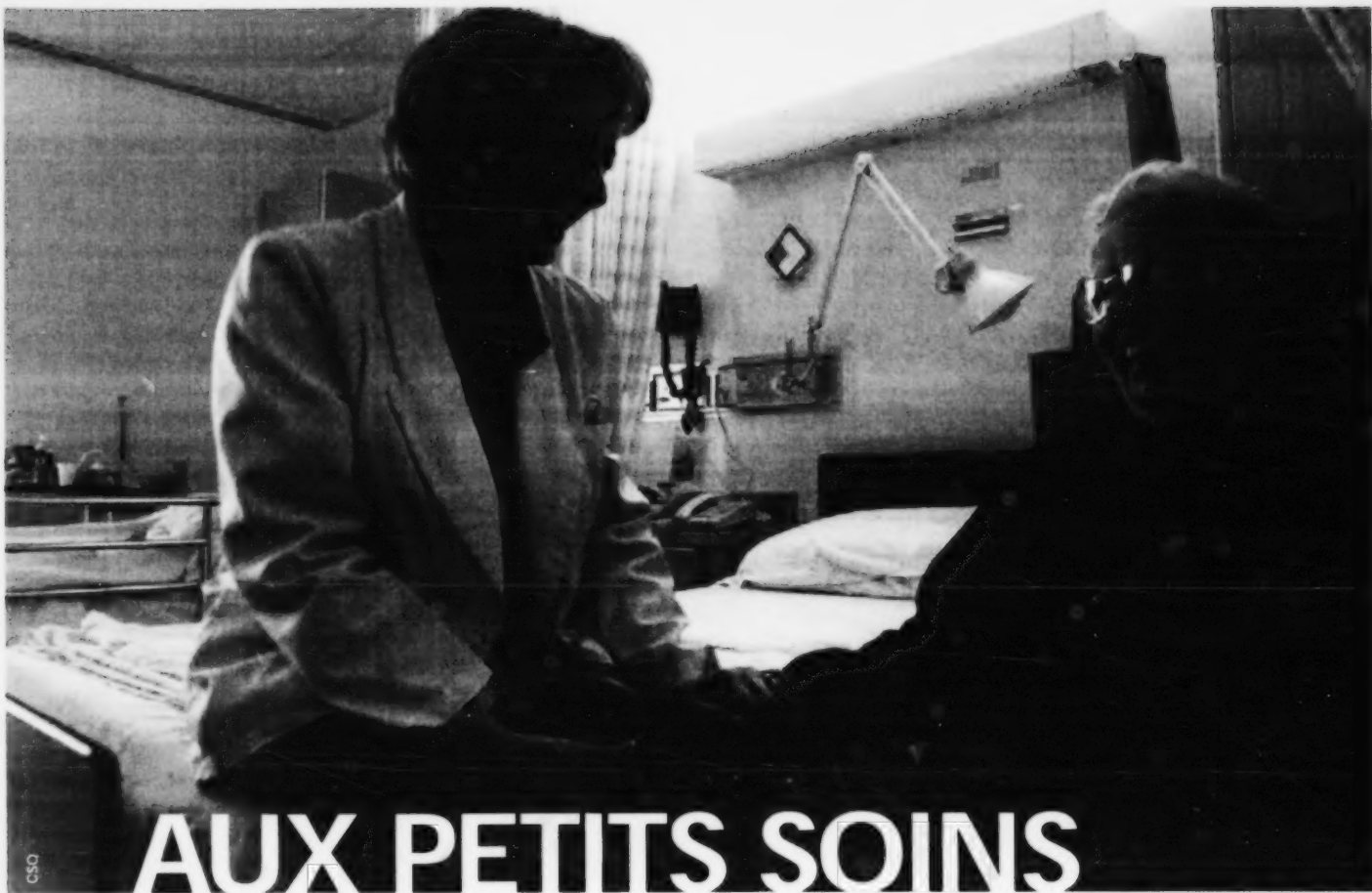
- Temps plein : 56 %
- Temps partiel : 44 %

Salaire moyen des infirmières cliniciennes dans le réseau public en 2006-2007 : 59 776 \$¹

Salaire moyen des infirmières non cliniciennes dans le réseau public en 2006-2007 : 51 715 \$

1. Les infirmières cliniciennes ont obtenu en novembre 2007 une augmentation salariale d'environ 4 %, rétroactive au 1^{er} avril 2007.

Brigitte Saint-Pierre



AUX PETITS SOINS

On le sait, le système de santé souffre d'une maladie grave : la pénurie d'infirmières. Mais des remèdes existent. Aperçu de la pharmacopée de mesures qui permettraient d'attirer les infirmières et, surtout, de les garder...

| par Melina Schoenborn

Les infirmières sont épuisées. Que faire? En engager plus, a-t-on envie de répondre tout de go. Or, il n'existe pas de solution miracle au problème de pénurie des effectifs infirmiers au Québec, estime l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec et les infirmières interviewées par la *Gazette des femmes*.

Un meilleur soutien clinique, une réorganisation du travail, de nouveaux rôles, des salaires plus alléchants, des horaires réguliers : un concert d'actions synchronisées s'impose pour remédier à la situation.

Le précieux soutien des mentors

Le Québec compte actuellement 70 000 infirmières en poste. L'OIIQ estime qu'en 2020, ce nombre n'aura pas augmenté, faible croissance démographique oblige. Pour le maintenir, il faut donc freiner les départs prématurés, autant des infirmières de la relève que de celles qui approchent de la retraite.

En 2002, l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal a constaté que trop d'infirmières fraîchement diplômées démissionnaient dans les 12 premiers mois suivant leur

embauche. De concert avec le Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), elle a donc mis sur pied, en 2004, un projet pilote de mentorat visant à soutenir la relève dans son processus d'intégration à la profession. Quatre infirmières ayant au moins huit ans d'expérience ont été jumelées avec une trentaine de nouvelles diplômées. L'année suivante, la direction reprenait le flambeau pour la poursuite du projet, injectant les fonds nécessaires à sa réalisation. Résultat? «En 2006, nous avons comparé le bassin de cohortes avec mentors et sans mentors. Nous avons remarqué que le pourcentage de rétention était 15 % plus élevé parmi les "mentorées"», affirme Danielle



Fleury, directrice des soins infirmiers au CHUM. Cela dit, d'après un état des lieux réalisé au printemps dernier par le comité stratégique du Comité des médecins, dentistes et pharmaciens, il manquerait 471 infirmières au CHUM; cette situation serait liée au climat de travail. D'autres correctifs devront donc être apportés pour favoriser la venue et la rétention des infirmières dans ce centre.

« Le gouvernement du Québec doit confier une enveloppe protégée à chaque établissement de la province pour lui permettre d'assurer le soutien auprès de la relève. »

Gyslaine Desrosiers,
présidente de l'OIIQ

Le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke suivra bientôt les traces du CHUM : la direction planche en ce moment sur un programme de mentorat qui verra le jour au début 2009. Une

bonne nouvelle, mais l'OIIQ souhaiterait que cette mesure aille plus loin. « Il ne faut pas laisser ces initiatives à la discrétion de la direction des hôpitaux, expose la présidente de l'Ordre, Gyslaine Desrosiers. Le gouvernement du Québec doit confier une enveloppe protégée à chaque établissement de la province pour lui permettre d'assurer le soutien auprès de la relève. Il faudrait qu'une partie importante des heures de travail des infirmières de plus de 50 ans soit consacrée au mentorat et au transfert de connaissances. »

Mario Meunier, de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, est du même avis. En 2000, dans un objectif d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre, il a instauré un programme d'externat qui vise à soutenir les étudiantes de 2^e année en soins infirmiers qui effectuent un stage dans un centre de santé. Le tiers des établissements de la région offrent le programme. « En ce moment, les fonds proviennent d'une enveloppe régionale. Or, il serait souhaitable qu'on puisse bénéficier d'une enveloppe du ministère de la Santé et des Services sociaux pour aller de l'avant, explique M. Meunier. J'ai effectué des recherches, et quatre autres agences régionales de la santé au Québec ont lancé des initiatives informelles qui vont dans cette direction. »



**Collectivement
pour un monde
différent**

et l'éducation en est la clé

www.csq.qc.net

Centrale des syndicats
du Québec



Des conditions de travail à améliorer


Comme toute entreprise, les établissements de soins de santé doivent offrir un cadre de travail compétitif à leurs employés s'ils veulent les garder. Or, au Québec, le salaire octroyé aux infirmières est le plus bas de toutes les provinces canadiennes et les postes à temps complet se font encore trop rares. En Ontario, les infirmières commencent au salaire annuel de 46 360 \$, comparativement à 37 603 \$ au Québec, à nombre égal d'heures. « Il faut combler cet écart et hausser les salaires », affirme l'OIIQ dans son mémoire *Une nouvelle approche de planification des effectifs infirmiers : des choix à faire de toute urgence*.

Autre solution pour retenir les infirmières au sein du réseau public de la santé : les horaires à la fois planifiés et plus flexibles. « Dans les hôpitaux anglophones québécois, les infirmières ont leur mot à dire dans la planification de leur horaire, ce qui n'est pas le cas dans les hôpitaux francophones, explique Danielle Fleury, directrice des soins infirmiers au CHUM. Un exemple : aux soins intensifs, il faut au moins 10 infirmières. Celles-ci se rencontrent et se concertent, puis font un calendrier. » Dans le contexte actuel où de nombreuses employées québécoises exigent des mesures de conciliation travail-famille à leurs employeurs, les infirmières ne veulent pas être en reste.

Les infirmières de 50 ans et plus formulent quant à elles des demandes d'une autre nature. Si faire des heures supplémentaires obligatoires lorsqu'on a des bambins qui attendent à la maison n'est pas une partie de plaisir, en faire à 55 ans lorsqu'on a une journée dans le corps ne l'est pas non plus, plaident-elles. Des mesures de retraite progressive, comme celles qui ont été adoptées dernièrement au Nouveau-Brunswick, doivent être mises en œuvre rapidement pour garder les infirmières d'expérience plus longtemps, suggère Gyslaine Desrosiers. Quel que soit l'âge des infirmières, l'enjeu de l'accès à une semaine de travail de la durée souhaitée, à temps plein ou à temps partiel, apparaît primordial.

Les compétences méritent reconnaissance

L'un des sujets à la mode dans le réseau hospitalier est la reorganisation du travail, qui passe par des équipes tissées serrées et de nouveaux rôles pour les effectifs en soins infirmiers. Ça veut dire quoi exactement? Depuis l'adoption par le gouvernement du Québec, en 2002, de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (loi 90), les infirmières, toutes catégories confondues, se sont vu octroyer de nouvelles tâches et responsabilités. Le but : bâtir une pyramide de soins, du préposé aux bénéficiaires jusqu'au médecin, dans laquelle les infirmières interviennent selon leurs spécialités.



RADIOGRAPHIE

Nombre d'infirmières auxiliaires au Québec en 2006-2007 : 19 696

Formation à suivre pour devenir infirmière auxiliaire :

- Diplôme d'études professionnelles (DEP) en santé, assistance et soins infirmiers ou son équivalent

Proportion des infirmières auxiliaires détenant une formation additionnelle en soins infirmiers

• Diplôme d'études collégiales :	6 %
• Certificat universitaire :	4 %
• Baccalauréat ou plus :	1 %

Statut des membres de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec

• Temps plein :	34 %
• Temps partiel ou occasionnel :	58 %
• Sans emploi :	1 %
• Non déterminé :	7 %

Brigitte Saint-Pierre



RADIOGRAPHIE

Heures supplémentaires (en 2005)

- 31 % des infirmières interrogées ont déclaré faire habituellement des heures supplémentaires rémunérées
- 49 % ont déclaré faire des heures supplémentaires non rémunérées
- 61 % ont affirmé que leur employeur s'attendait à ce qu'elles fassent des heures supplémentaires

Surcharge de travail

- 70 % ont affirmé avoir souvent trop de travail pour une seule personne

Santé mentale

- 11 % ont déclaré avoir souffert de dépression dans l'année précédant l'enquête

Sources des encadrés : Ordre des infirmières et infirmiers du Québec pour 2007, données du ministère de la Santé et des Services sociaux pour l'année 2006-2007, Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec pour l'année 2006-2007, Enquête nationale sur le travail et la santé du personnel infirmier de 2005 de l'Institut canadien d'information sur la santé, de Statistique Canada et de Santé Canada.

Note à propos des encadrés : Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne soient pas exactement de 100 %.

Brigitte Saint-Pierre

Depuis, « la bonne personne au bon endroit » est le nouvel adage quand vient le temps d'exposer les moyens de désengorger les hôpitaux et de valoriser le travail des infirmières au Québec. Par exemple, les infirmières auxiliaires peuvent maintenant procéder à des ponctions veineuses et administrer des vaccins. Elles délestent donc les infirmières de certaines tâches, ce qui laisse à ces dernières plus de temps pour coordonner et planifier les soins aux patients. « Auparavant, les auxiliaires étaient principalement confinées aux centres de soins de longue durée. Mais depuis la loi 90, il est devenu évident qu'elles peuvent grandement contribuer à résoudre le problème de pénurie des effectifs dans les hôpitaux », croit Louis Bolduc, coordonnateur à la qualité des soins à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Toujours dans un contexte de réorganisation du travail, l'OIIQ suggère d'intensifier l'intégration des infirmières praticiennes spécialisées dans le réseau de la santé québécois. Détentrices d'un diplôme de 2^e cycle dans une spécialité, elles sont à même de dispenser un ensemble de soins à des patients qui ont des besoins complexes. Cette nouvelle voie professionnelle est en quelque sorte le chaînon manquant pour remédier à la rareté des ressources, dans la mesure où 1,5 million de Québécois n'ont pas de médecin de famille, explique Gyslaine Desrosiers. « En Ontario, il y a 800 praticiennes spécialisées. Au Québec, elles se comptent sur les doigts d'une main. Il faut en introduire 500 de plus. » Bonne nouvelle : le gouvernement du Québec a ouvert 115 postes d'infirmières praticiennes spécialisées qu'il financera à même ses propres budgets.

Bref, notre système de santé est mal en point, mais son mal est curable... Espérons que ces remèdes ne sont que le premier wagon d'un train de mesures qui le rendront d'attaque pour relever les défis qui l'attendent. ■

LE STATUT DE LA LIBERTÉ

Selon Diane Guilbault, le statut des femmes et de leur liberté est la question de fond qui aurait dû être abordée dans le rapport de la Commission Bouchard-Taylor.

Égalité et liberté : ces questions sont loin d'être réglées pour les femmes, argue Diane Guilbault. Et la Commission Bouchard-Taylor les a habilement contournées...

| par Pascale Navarro

Formée en journalisme et en sociologie, Diane Guilbault fut l'une des rares voix à s'opposer publiquement aux conclusions du rapport de la Commission Bouchard-Taylor, selon lequel le débat sur les accommodements raisonnables n'était en fait que « question de perceptions ». La vraie discussion, objecte Diane Guilbault, n'a pas eu lieu : celle sur le statut des femmes et de leur liberté qui, toujours, fait l'objet de ces demandes. Qu'il s'agisse d'encourager les policières à s'effacer devant des citoyens, de préférer un homme pour donner des cours de conduite ou de séparer les garçons et les filles dans les piscines publiques, ces comportements choquent et ne cadrent pas avec une

société qui se dit égalitaire. C'est ce que démontre l'auteure dans son essai *Démocratie et égalité des sexes*.

Gazette des femmes : Avant toute chose, comment expliquez-vous que le gouvernement libéral, reconnu pour sa vision de l'égalité des sexes, ayant même formé un Conseil des ministres paritaire, n'ait pas jugé nécessaire de nommer une femme à la Commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables ?

Diane Guilbault : Je ne me l'explique pas. Franchement, je crois que ce fut une erreur majeure. Les deux présidents, pourtant l'un historien et l'autre philosophe, des hommes que

j'estime et dont j'attendais beaucoup, n'ont pas compris l'importance que ça avait : les femmes sont interpellées au premier chef par toutes ces demandes d'accommodements religieux. Au printemps 2007, M. Bouchard avait répondu à cette question de façon laconique : « On a du mal à s'entendre à deux, imaginez à trois. » Sur cette boutade, la réponse était donnée, et on n'en a plus parlé ! Pourtant, les thèmes autour desquels tournent les demandes d'accommodements religieux concernent toujours le statut des femmes. Qu'est-ce que ça prend de plus pour comprendre ? Comment se fait-il que personne ne voie cela ? Est-ce du déni ?

Dans votre essai, vous visez surtout les institutions, que vous jugez responsables de la dérive des accommodements en défaveur des femmes. Pourquoi?

Que des individus fassent des demandes spécifiques pour porter le voile ou le kirpan, par exemple, je le conçois tout à fait. Ils ne représentent qu'eux-mêmes, et ont le droit d'essayer de faire valoir leur point de vue. Mais c'est une tout autre chose pour les écoles, la Commission des droits de la personne ou la Ville de Montréal. Ces institutions «représentent» la société québécoise : elles ne devraient pas répondre aux demandes d'accommodements religieux en laissant la loi empiéter sur les droits des femmes; c'est une atteinte grave à la démocratie qui devrait nous faire réfléchir. Pourtant, ça passe comme une lettre à la poste!

A quoi attribuez-vous notre peur de l'islamophobie que vous abordez dans votre essai?

Le poids de la rectitude politique est fort. Je me rappelle les années 1980, alors qu'on a amorcé un changement de langage pour ne pas blesser les femmes, les Noirs, certaines minorités plus vulnérables; c'était un effort volontaire, que j'ai trouvé intelligent. Mais aujourd'hui, c'est devenu autre chose. Prononcer certains mots est devenu impossible; même le *nous*, on n'ose plus le dire. Ce n'est pas normal. Et ce malaise est encore plus fort au Québec, parce que le Canada tient un discours très vigoureux sur le multiculturalisme, une vision qui prône les différences. Bien sûr qu'il faut être ouvert, c'est une évidence! Mais toutes les différences ne se valent pas.

A quoi est due cette divergence de points de vue entre le Canada anglophone et le Québec, soit entre le multiculturalisme et l'interculturalisme?



Les individus qui font des demandes d'accommodement raisonnable ne représentent qu'eux-mêmes et ont le droit de faire valoir leur point de vue, croit Diane Guilbault.

Nous avons hérité de deux conceptions de la démocratie. Celle du Canada, basée sur le Common Law (le code de droit anglais), est libérale, accorde la prééminence aux droits individuels et renforce les différences

honorables. Cependant, nous n'avons pas vraiment pris conscience, tant du côté anglophone que francophone, que cela entraînerait des différences et que le Québec n'avait certainement pas à rougir de son approche.

Et quels en sont les principaux problèmes?

Une confusion. L'ouverture à l'Autre est importante, et j'y adhère évidemment. Sauf qu'on confond les choses : si l'Autre est celui qui préfère la loi «divine» à la loi de ma société, ça n'a plus rapport avec le fait qu'il soit un immigrant. Par exemple, je peux me confronter à vous, qui avez une vision intégriste de la religion, et oui, vous incarnerez l'Autre au sens du multiculturalisme. Mais si vous proposez une vision «divine», je me dois de la refuser. D'ailleurs, ce ne sont pas les immigrants qui demandent la majorité des accommodements religieux, mais des personnes nées ici! Et cela, même Charles Taylor l'a vu. Alors comment se fait-il que ce débat sur les accommodements religieux soit devenu un débat sur la présence des immigrants? Ça n'a pas de rapport! Il y a eu un dérapage parce que les commissaires

« On confond les choses : si l'Autre est celui qui préfère la loi "divine" à la loi de ma société, ça n'a plus rapport avec le fait qu'il soit un immigrant. »

Diane Guilbault

entre les groupes. Celle du Québec, bien que libérale elle aussi, est également influencée par les principes de la social-démocratie et de l'approche républicaine. Cette vision, qui s'inscrit dans la philosophie du Code civil, tente de mélanger les cultures. À mon avis, ce sont deux visions tout à fait

– et je le leur reproche – ont amplifié cette confusion.

Comment expliquer que d'autres femmes, pas nécessairement féministes, n'aient pas vu l'équivoque, le dérapage?

Détrompez-vous! Beaucoup de femmes sont venues à la Commission défendre leur point de vue. Mais leur voix n'a pas été entendue. Dans toutes les régions du Québec, elles sont venues dire que les droits des femmes étaient cruciaux, que l'égalité est une chose fragile, que dans le passé, qui n'est pas si lointain, leurs mères n'avaient pas le droit de voter, ici, au Québec. Leurs témoignages étaient nuancés, prudents, respectueux, pacifiques, mais rien de tout cela n'a passé. C'est comme si les femmes n'avaient rien dit, qu'elles n'avaient pas été là. Franchement, c'est incroyable... Le Conseil du statut de la femme a tout de même fait son travail : ses membres ont pris les outils qu'elles avaient et formulé une demande d'amendement à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, ce qui fait qu'aujourd'hui l'égalité des sexes est inscrite au premier chef. Heureusement...

Quelle est notre plus grande erreur de compréhension à l'égard des femmes et de la religion?

Assimiler la liberté de croire à la liberté des règles religieuses, alors que ça n'a rien à voir. La liberté de croire, ça veut dire qu'ici, en Occident, la foi est une affaire personnelle et privée. Mais on a laissé s'opérer un glissement de sens qui fait que l'on prend les règles religieuses pour de la foi. Ce n'est pas pareil : les règles religieuses, que ce soit la charia ou un autre code de droit, ne peuvent pas avoir prééminence ici puisque nous avons nos lois démocratiques. Et c'est notre code de droit qui prévaut. Quand une cour de justice autorise une règle religieuse contraire au code, elle se trompe. Le droit à la foi, ce n'est

pas le droit d'imposer une codification de cette foi. Et il faut avoir le courage de le dire. Quand une institution québécoise donne prééminence à des règles «divines» dans notre société, il y a quelque chose qui ne va pas.

Est-ce pour cela que vous préconisez l'interdiction du voile ou de tout autre symbole religieux aux employés des institutions publiques?

Bien sûr. Que des individus choisissent un symbole religieux, on n'a aucun droit de le leur refuser. Mais les institutions, elles, doivent afficher la laïcité, et leurs employés ont la responsabilité de la refléter, de respecter les valeurs que l'on s'est données. D'ailleurs, je ne m'explique toujours pas pourquoi une institution comme la Commission des droits de la personne, qui a été confrontée au problème du voile, n'a jamais parlé du problème spécifique des femmes.

Comment se fait-il que personne n'ose aborder ce problème de front?

Je suis sûre que des gens en ont vu toute l'importance, mais n'ont pas parlé. Je pense que ce silence montre bien que c'est un féminisme de façade qui prévaut au Québec. On n'hésite pas à proclamer le Québec égalitaire quand il s'agit de décisions populaires, comme nommer des femmes à des postes importants. Mais quand vient le temps de faire un choix entre la liberté religieuse et la liberté des femmes, c'est plus risqué.

Est-ce parce que la société québécoise n'a pas vraiment choisi?

Je me souviens des mots d'un historien, André Champagne, lors d'un colloque sur le féminisme en 2003. Il avait dit que les femmes avaient une chose à craindre : le retour du religieux. Eh bien, je pense que les faits lui donnent raison. Et la remontée du christianisme aux États-Unis, ainsi

qu'au Canada maintenant, se prépare depuis longtemps. Certaines écoles refusent d'enseigner les théories de l'évolution; ce n'est plus marginal mais un mouvement de fond. Je crois que les femmes ont tout à craindre de cela.

Le mouvement féministe est donc plus nécessaire que jamais?

Oui! Mais c'est très difficile pour les féministes aujourd'hui : elles n'ont plus la cote, elles sont vues comme ringardes, ce qui fait qu'on ne les écoute plus. Et le mouvement masculiniste a fait beaucoup de tort aussi : les féministes n'osent plus parler, pas seulement parce qu'elles sont discréditées, mais aussi parce qu'elles se font menacer. Pour toutes ces raisons, elles préfèrent jeter la serviette et vivre leur vie. Le problème, c'est qu'à force de tolérer l'intolérable, on court un risque.



A LIRE POUR EN SAVOIR PLUS

Diane Guilbault, *Démocratie et égalité des sexes*, Sisyphus, 2008, 138 p.

LA LEÇON NÉPALAISE

Namaste ! Mero nam Geneviève ho. Ma Canada bata a co. Tapai ko dhes dérai soundar tsa ! « Bonjour ! Mon nom est Geneviève. Je viens du Canada. Votre pays est magnifique ! »

| par Geneviève Baril

Les sentiers des montagnes du Népal ont été foulés par des Québécoises parties à la rencontre de femmes autochtones.

Karine Dubois

● u chinois ? Non, du népal, la langue du Népal. Coincé ● entre deux géants, l'Inde et la Chine, et adossé au Tibet, le Népal est connu pour sa capitale, Katmandou – populaire destination hippie des années 1970 –, et ses sommets enneigés, dont le fameux mont Everest.

Au printemps dernier, je m'y suis rendue non pour escalader le « toit du monde », mais pour y rencontrer des femmes qui se sont révélées exceptionnelles et qui m'ont profondément touchée. Sans rien me demander en retour, pas même une roupie, elles m'ont accueillie comme une reine, m'ont offert le couvert et le gîte, m'ont décrit leur quotidien, m'ont confié leurs espoirs et les rêves qu'elles caressent pour leurs enfants et leurs petits-enfants. Nima, Lhakphuti et Jantmou Sherpa, Shyambu Magar, Yanjee Limbu et les autres en avaient long à raconter...

D'abord, quelques repères. Ces femmes habitent une région montagneuse située à l'est du pays. On ne peut atteindre leurs villages qu'à pied ou en avion, car aucune route ne

Au-delà de l'accès à des services essentiels, ces autochtones népalaises, souvent analphabètes, s'inquiétaient d'enjeux culturels, linguistiques et identitaires.

les relie à la capitale. Leur principal moyen de subsistance est l'agriculture, qui se pratique en terrasses à cause du relief accidenté. Ces autochtones sont issues des peuples sherpa, gurung, tamang, rai, limbu et magar, comme

l'indiquent leurs noms de famille. Mariées, mères, grands-mères ou arrière-grands-mères, elles ont entre 19 et 65 ans. Quelques-unes ont eu la chance d'étudier jusqu'en 10^e année, mais la très vaste majorité n'a pas fréquenté l'école ou a dû l'abandonner très tôt pour aider à la maison. Leur espérance de vie est de 51 ans, ce qui peut s'expliquer par un taux de mortalité périnatale très élevé.

Quand je leur demande quelles sont leurs principales préoccupations, elles me répondent à l'unisson : avoir accès à des services de base, de santé et d'éducation. Une jeune enseignante de Nundhaki me fait remarquer que l'hôpital le plus proche se situe à deux ou trois jours de marche et qu'aucun village de la région n'est pourvu d'un dispensaire. Non seulement les soins de santé sont-ils quasi inaccessibles, mais les habitants ne reçoivent même pas l'information la plus élémentaire sur l'hygiène de vie et l'usage des médicaments.



Geneviève Baril (au centre sur la photo du haut à gauche) a rencontré des femmes exceptionnelles lors de son trek au Népal. Cette chargée de projet à l'Institut du Nouveau Monde n'oubliera pas l'accueil qu'elles lui ont offert, ni leur solidarité.

Par ailleurs, une mère regrette que ses fils aient dû quitter le village pour poursuivre leurs études secondaires en ville, ajoutant du même souffle que cet éloignement nécessaire devient un obstacle supplémentaire à l'éducation de ses filles : les jeunes Népalaises non mariées ne sont pas autorisées à quitter leur famille et, une fois mariées, elles n'ont plus le temps d'étudier...

Au-delà de l'accès à des services essentiels, ces femmes souvent analphabètes s'inquiètent d'enjeux culturels, linguistiques et identitaires. À Wana, elles déplorent que seuls le nepali et l'anglais soient enseignés à l'école. Elles voudraient que les langues autochtones – gurung, rai, limbu, etc. – le soient aussi. Les femmes sherpas de Gupha Pokhari souhaitent que le gouvernement subventionne la construction d'une *gompa* – monastère bouddhiste – afin que les villageois puissent pratiquer collectivement leur religion, préser-

ver leurs traditions et avoir un lieu de rassemblement.

Dès que nous parlons de la vie quotidienne, la question de l'égalité entre les femmes et les hommes est soulevée. À quoi ressemble leur journée type? Une jeune mère de Wana me résume son emploi du temps : « Je me lève à 5 h et je me couche à minuit. Entre-temps, je n'arrête pratiquement pas. Je m'occupe du feu, des repas, des tout-petits, du ménage, du lavage, des travaux dans les champs, du tissage, de la couture, etc. Mon mari, lui, ne travaille que sept à huit heures par jour. » Toutes trouvent injuste de ne pas pouvoir fréquenter l'école aussi longtemps que les hommes et espèrent ardemment que la situation changera pour leurs filles et leurs petites-filles.

Toutes ces autochtones sont partagées quant à l'avenir du Népal. Certaines, plutôt optimistes, fondent beaucoup d'espoir dans l'Assemblée constituante élue en avril 2008 et chargée

de rédiger la Constitution de la nouvelle république. D'autres, plus sceptiques, me disent que l'histoire ne fait que se répéter. Elles me rappellent les événements du tournant des années 1990, alors que le pays avait tenté en vain un virage démocratique. D'autres encore n'expriment aucune opinion, car elles n'ont pas entendu parler de ce processus politique pourtant historique. C'est le cas des femmes de Gupha Pokhari, un village oublié des candidats, aux murs vides d'affiches électorales, aux postes de radio muets.

Malgré des conditions de vie difficiles, ces femmes impressionnantes sont loin de se laisser abattre. Elles s'activent et se solidarisent autour de plusieurs initiatives – groupes de mères et microcrédit, notamment – pour soutenir le développement de leurs communautés. Véritables forces tranquilles, elles inspirent fierté, courage et leadership. Je compte bien les recroiser un jour. Et je leur dis merci.



HAÏTI : LES FEMMES PERSISTENT

Les statistiques sur le profil socioéconomique des Haïtiennes sont dévastatrices, car violence et pauvreté sont entrelacées comme des jumelles siamoises.

Dans l'immense désordre qui s'appelle Haïti, le mouvement des femmes représente la plus grande force subsistant d'une société civile en décomposition. Notre collaboratrice Monique Durand est revenue d'Haïti sans illusions mais impressionnée par le travail des féministes dans ce pays de la Caraïbe. Elles sont là, alors tout n'est pas perdu.

| par Monique Durand

● ● J acmel, ville de 30 000 habitants dans le sud-est du ● ● pays. La localité aux charmes désuets, parsemée d'anciens dépôts de café datant de l'époque où cette denrée prospérait en Haïti, est située à 80 kilomètres des turbulences de Port-au-Prince, la capitale, au bord d'une mer turquoise. J'assiste à la rencontre de Luna avec les intervenantes de Fanm Deside, un organisme créé en 1989 pour venir en aide aux femmes victimes de violence. Luna m'en a donné la permission. Elle vit avec un homme depuis 25 ans. Cet homme la bat. Luna explique douloureusement

qu'il ne parvient plus à avoir d'érection depuis deux ans et que ça le rend furibond. Elle n'en peut plus. Elle a trouvé refuge chez sa mère avec ses sept enfants. Mais comment nourrir tout ce beau monde? Elle est sans travail. Quelqu'un lui a suggéré d'aller chercher secours et conseils auprès de Fanm Deside.

Les militantes haïtiennes tiennent bon

Fanm Deside, soutenu par le Centre d'éducation et de coopération interna-

tionale (CECI), une organisation non gouvernementale (ONG) québécoise, n'a pas les moyens de l'accueillir sous son toit. En Haïti, les maisons d'hébergement pour femmes violentées sont rarissimes, sinon inexistantes. Alors, à défaut d'être hébergée, au moins Luna pourra parler. Peut-être se décidera-t-elle à dénoncer son mari aux policiers de Jacmel, très sensibilisés au problème grâce au travail patient accompli par Fanm Deside? Parler, c'est déjà beaucoup. Ça aide à voir clair.

« Il y a beaucoup de violence chez nous », explique Marie-Ange Noël,

directrice de Fanm Deside. « Une violence qui s'appuie sur une impunité totale et des lois discriminatoires à l'égard des femmes. La bastonnade administrée par le mari à sa femme est chose répandue. » « Les femmes d'ici vivent dans des conditions inhumaines. La violence dont elles sont victimes est quotidienne et silencieuse », me dira Guerty Aimé, directrice d'Enfofanm à Port-au-Prince, une organisation qui défend aussi les droits des femmes.

Les statistiques sur les violences exercées envers les femmes sont parfaitement démoralisantes. Une recherche de l'Unicef publiée en 1999 faisait état de 70 % d'Haïtiennes qui auraient vécu de la violence physique, sexuelle ou psychologique. Mais une étude menée pour le compte du CECI, en 2002, parlait plutôt de 80 % ! (En comparaison, d'après la même étude, les taux seraient de 74 % au Chili, 79 % en Bolivie et 25 % au Canada.) D'après toutes les hypothèses et même s'il n'existe pas de registres nationaux sur la question, la violence affecte une écrasante majorité de femmes haïtiennes.

La violence affecte 70 à 80 % de femmes haïtiennes.

Les statistiques sur le profil socioéconomique des Haïtiennes sont elles aussi dévastatrices. Car violence et pauvreté sont entrelacées comme des jumelles siamoises. Les données du CECI et de Développement et Paix pour 2006 parlent d'elles-mêmes. Taux de chômage et de non-emploi : 50 % de la population active. PIB par habitant : moins de 400 \$ US. Malnutrition aiguë pour 51 % des gens. Seulement 46 % des Haïtiens ont accès à l'eau potable. Quelque 26 % des ruraux vivent à plus de 15 kilomètres (à pied) du plus proche dispensaire. La part d'enfants d'âge scolaire n'allant pas à l'école s'élèverait à 35 %. Pas moins de 33 % des fillettes

de 10 à 14 ans travailleraient, gagnant un revenu de misère. L'espérance de vie a même régressé depuis une dizaine d'années, passant de 56 à 50 ans. Et 81 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

Mais même quand il n'y a plus rien, les femmes sont encore là. Malgré les émeutes de la faim, malgré un État chaotique, malgré les problèmes endémiques, les bidonvilles, le manque de soins, les Haïtiennes continuent, entraînées par des féministes convaincues. Elles se défendent comme elles peuvent dans les soubassements de la société la plus pauvre des Amériques, luttant bec et ongles pour la survie des leurs. Et les choses commencent à bouger. Lentement, modestement, mais à bouger tout de même.

Il y a d'abord eu ce décret-loi, adopté le 6 juillet 2005, qui a révisé le chapitre du Code pénal sur l'attentat aux mœurs et à la pudeur pour y inclure le mot *viol* et rendre plus sévères les peines infligées aux violeurs et autres agresseurs sexuels. Il dépénalisait aussi l'adultère féminin. « Nous avons pu faire certains gains », dit Adeline Chancy, ministre qui avait piloté cette réforme, sorte de Benoîte Groult des féministes haïtiennes. « Mais nous avons dû nous arrêter à l'avortement. Nous n'avons pas pu aller plus loin. L'avortement demeure encore aujourd'hui un crime en Haïti. »

On commence à voir les résultats de cette réforme, atteste M^{me} Chancy. « Il y a eu plusieurs procès pour viol en 2007 et 2008. Et des condamnations exemplaires ont été prononcées. Les victimes osent maintenant porter plainte. Il s'agit certainement d'un tournant chez nous en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. » Et depuis quelques mois, il est permis à n'importe quel médecin de fournir gratuitement un certificat médical attestant le viol d'une femme. « Avant, explique Marie-Ange, ce certificat ne pouvait être obtenu qu'auprès des autorités d'un hôpital public et il coûtait de l'argent aux victimes. »



Adeline Chancy (troisième à partir de la gauche) a piloté la réforme du Code pénal pour y inclure le délit de viol et dépénaliser l'adultère féminin. Elle est ici entourée de deux de ses sœurs et d'une nièce.



Monique Durand

En Haïti, il est courant de voir les hommes abandonner le logis familial après la naissance d'un bébé. Près de la moitié des ménages sont dirigés par des femmes.

Une autre victoire touche la lutte contre l'exploitation du corps des femmes, en particulier pendant la période carnavalesque. En février de chaque année, le pays s'arrête de vivre pendant quelques jours. Déguisements, masques en papier mâché, danse dans les rues, décibels au maximum, magie. Mais il y a un autre versant à ces célébrations. « Une augmentation des viols et des agressions sexuelles, voilà ce qui accompagne maintenant nos carnavals », déplore Myriam Merlet, l'une des plus grandes défenderesses de la cause des femmes en Haïti. « Nous avons décidé de nous attaquer à ces fléaux. »

Sous la pression des groupes de femmes et avec l'appui du ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes, différentes mairies se sont engagées à porter une attention spé-

cialisée à la sécurité des filles et des femmes pendant les « jours gras ». Il a été

« La structure familiale haïtienne est très complexe et particulière. Les hommes sont polygames de fait et les femmes, monogames en série. »

Guerty Aimé,
directrice de l'ONG
Enfofanm

décidé de maintenir l'électricité la nuit pour permettre aux femmes de rentrer

chez elles tranquilles. La campagne médiatique a fait appel aux artistes les plus connus d'Haïti, parmi lesquels on pouvait entendre la chanteuse Manzé clamer : « Mon corps est mon âme et mon esprit. Je dois le tenir contre toute souillure. »

Je quitte Jacmel pour Port-au-Prince, où m'attendent « les filles » d'Enfofanm, une organisation soutenue par deux ONG québécoises, le CECI et Développement et Paix. Au cœur de ce rucher : Guerty Aimé, la directrice. Elle jette un regard sans concession sur sa société. « La structure familiale haïtienne est très complexe et particulière. Les hommes sont polygames de fait et les femmes, monogames en série. » Monogames en série ? « Elles ont un bébé, puis leur mari déguerpit ; elles emménagent avec un autre, ont un autre bébé, puis leur nouveau compagnon déguerpit aussi, et ainsi de suite... Près de la moitié des ménages sont dirigés par des femmes. Les enfants y sont de plusieurs lits. Si la société marche mal, c'est parce que sa cellule de base, la famille, marche mal. »

Trois avant-projets de loi, capitaux pour les femmes et les familles justement, cheminent actuellement devant le Parlement haïtien, défendus par le mouvement des femmes. Le premier d'entre eux est relatif au « plaçage » – l'union de fait –, forme d'union qui ne bénéficie pour le moment d'aucune

LE GRAND saut

Conçu dans le cadre du programme "À égalité pour décider" : LE GRAND SAUT, un charmant moment de théâtre illustrant que la vie municipale ne demande qu'à être habitée par les femmes.

Les contes de la richesse

Une invitation théâtrale à quitter l'univers des biens pour entrer dans celui des liens.



THÉÂTRE
PARMINOU

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT! www.parminou.com
819 758-0577 Emmanuelle Nadeau poste 33 enadeau@parminou.com

reconnaissance juridique dans une société où près de 60 % des femmes vivent en union libre, sans aucune protection légale. La reconnaissance du plaçage permettrait par exemple à la conjointe et aux enfants d'obtenir une pension alimentaire ou d'hériter.

Un second projet de loi a trait à la filiation et à la recherche de paternité. La société haïtienne doit en effet faire face à un grave problème d'irresponsabilité chez les hommes. « Il y a chez nous beaucoup d'enfants sans papa parce que les hommes refusent de les reconnaître », explique la jeune avocate Magalie Véro René-Girard, active à Enfofanm. Ce projet sur la filiation fournira des outils aux femmes et aux enfants pour forcer la reconnaissance de la paternité.

Enfin, un troisième projet de loi concerne les gens dits « de maison ». Il propose une réglementation des conditions d'emploi des travailleurs domestiques, qui sont majoritairement des travailleuses : repos hebdomadaire, congés payés et autres bénéfices. « Il y a des relents de féodalisme ici dans les rapports entre employeur et employés », commente Adeline Chancy.

Après le départ de Duvalier, le mouvement des femmes n'a pas porté tous les fruits annoncés, en raison de l'instabilité politique chronique dans laquelle s'est installé Haïti. Mais les militantes

poursuivent leur travail inlassablement. Les femmes tiennent bon. Leurs petites victoires additionnées comme autant de petites pierres qu'elles posent finiront bien par former un vrai chemin de libération.

Et puis la relève féministe est là ! Je croise, à Enfofanm, la jeune Marjorie Léonard, d'origine haïtienne, mais qui a passé toute sa jeunesse à Montréal. Elle voulait retrouver ses racines et découvrir le pays de ses parents. La vingtaine fougueuse, pétulante, elle s'occupe des communications à Enfofanm. Marjorie n'en revient

pas, elle va de découverte en découverte. Elle réagit. Elle tonne. Elle tempête. « Eh ! les filles, réveillez-vous ! » lance-t-elle. Bouleversée par ce qu'elle voit, tant de misère et de machisme. Mais éblouie aussi par le courage des Haïtiennes.

C'est dire que tout n'est pas perdu pour les Magda, pour les Frantzy d'Haïti. J'ai croisé Magda, une commerçante, au marché de Jacmel. Elle a 42 ans et une fille de 8 ans, Frantzy. Elle vend un peu de tout : des pâtes, des chaussettes, du savon, des brosses à dents qu'elle enveloppe soigneusement dans de vieux



Au marché de Jacmel, les hommes gagnent plus que les femmes pour la vente des mêmes produits.

Morgane Durand

Université d'Ottawa

Études supérieures à l'Institut d'études des femmes

• Ph.D. et M.A. en études des femmes

Deux champs de spécialisation :

- Rapports sociaux de sexe, pouvoir et représentations
- Femmes, droits et citoyenneté dans un monde globalisé

• Maîtrise pluridisciplinaire avec spécialisation en études des femmes dans divers domaines

www.etudesup.uOttawa.ca



uOttawa

Faculté des sciences sociales
Faculty of Social Sciences



journaux pour les rares clients qui se présenteront dans la journée. Elle marche une heure pour se rendre au marché, et une heure pour en revenir le soir, du lundi au samedi. Elle gagne entre 50 et 250 gourdes par jour (entre 1.50 \$ et 7.50 \$ CA). « Pour les mêmes produits vendus, les hommes gagnent plus d'argent, m'explique-t-elle. Pour la même coupe de cheveux, le coiffeur fait plus que la coiffeuse. Parfois, je suis révoltée. » L'école et le transport scolaire pour sa fille lui coûtent 1 800 \$ par année, soit à peu près tout ce qu'elle gagne. Elle rêve que Frantzy devienne ingénieure. Le dimanche, Magda va à la messe, repasse l'uniforme de Frantzy et, parfois, va danser avec les copines. « Je danse bien », dit-elle simplement.

Des féministes au pouvoir : pourvu que ça dure !

Au moment où j'écris ces lignes, une femme vient d'être nommée première ministre d'Haïti : Michèle Duvivier Pierre-Louis. Dans un pays d'une instabilité proverbiale, combien de temps restera-t-elle en fonction ? Nul ne peut le savoir. Chose certaine et peu importe combien de temps elle le restera, cette nomination crée une trouée d'espoir pour les Haïtiennes, ne serait-ce que psychologique. Parce qu'à l'instar des Bachelet et Kirchner ailleurs en Amérique latine, elle abat une barrière symbolique et perce le fameux plafond de verre dans un pays réputé machiste.

Depuis 1995, Michèle Duvivier Pierre-Louis était directrice de la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), un organisme qui se préoccupe d'accès à l'éducation, de développement communautaire et d'égalité entre hommes et femmes. Engagée socialement depuis l'âge de 16 ans, elle a mis en place des associations de femmes rurales dans les régions reculées d'Haïti, mais aussi servi dans le secteur public, comme

directrice adjointe de l'aéroport Toussaint-Louverture (1979-1982) ou, auparavant, comme directrice de crédit à la Bank of Nova Scotia, à Port-au-Prince (1976-1979). « Elle a une personnalité qui en impose et, pour les femmes, c'est une excellente nouvelle ! » lance Adeline Chancy, ancienne ministre à la Condition féminine. « Sensible aux questions sociales, partie prenante des forces démocratiques du pays, la première ministre a toujours encouragé les organisations de femmes », poursuit-elle. « Ses succès ou ses échecs rejailliront sur l'ensemble du mouvement des femmes », affirme la militante féministe Myriam Merlet, franchement moins enthousiaste. « En dépit des circonstances déplorables qui l'ont menée à ce poste, nous avons tout intérêt à ce qu'elle réussisse. »

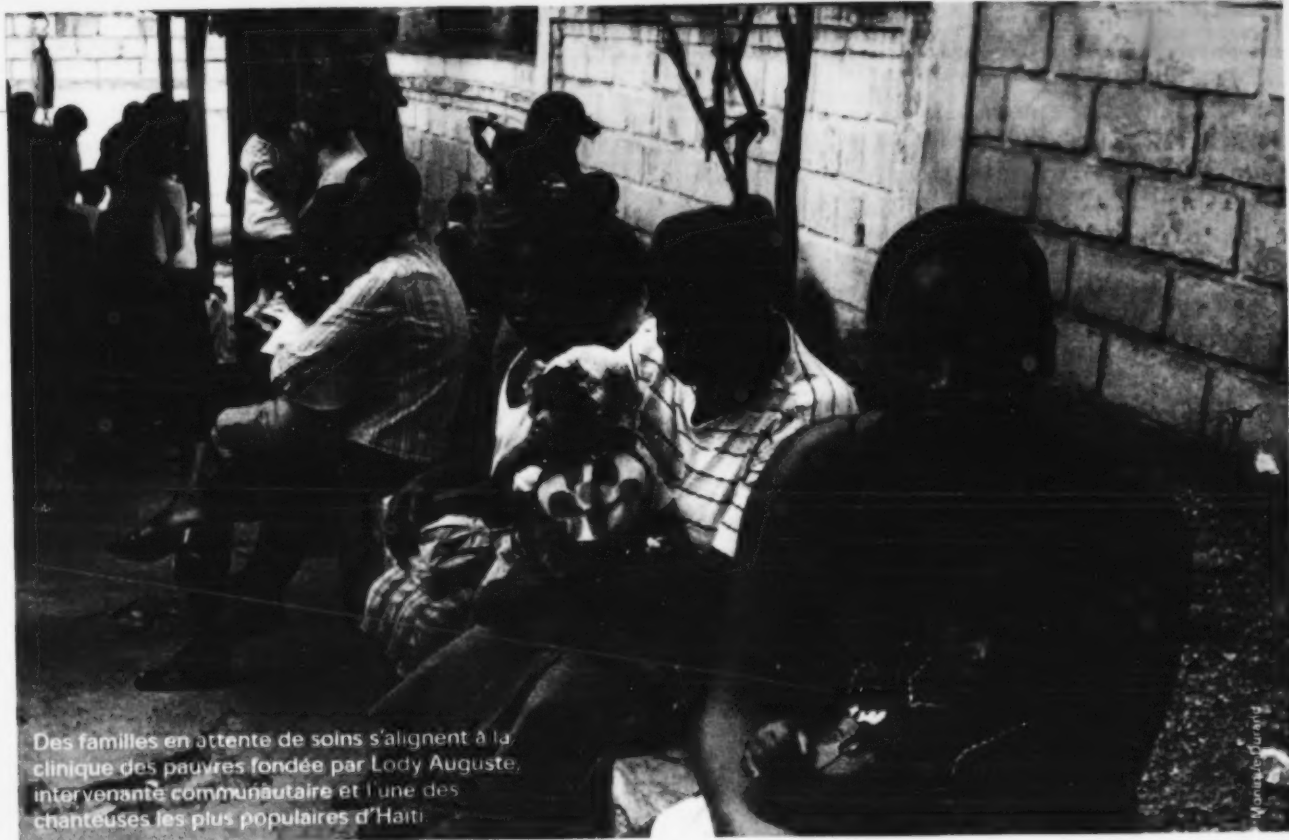
La chanteuse et intervenante communautaire Lody Auguste court chaque jour le risque d'être tuée parce qu'elle dénonce les maris violents et les agresseurs de tous poils.

Car l'accession de Michèle Duvivier Pierre-Louis à la tête du gouvernement s'est faite dans la controverse la plus totale. « Un calvaire pour elle », a écrit l'Agence haïtienne de presse. D'abord parce qu'elle est une femme. Ensuite parce qu'on l'a taxée d'être homosexuelle, dans un pays sans pitié pour les gais et lesbiennes. M^{me} Duvivier Pierre-Louis a nié avoir une orientation sexuelle différente de celle de la majorité. « Je déplore le fait qu'elle se soit prêtée à cette inquisition dirigée contre elle, explique Myriam Merlet, et qu'elle n'ait pas voulu poser la

question sous l'angle du droit. Haïti est pourtant signataire de conventions et de déclarations condamnant la discrimination en vertu de l'orientation sexuelle. » Myriam Merlet qualifie l'attitude de la première ministre d'homophobe. « Comment va-t-elle agir maintenant avec la communauté homosexuelle ? » Et puis, autre chose : « Nous, féministes, nous faisons constamment traiter de lesbiennes, proteste la militante. La première ministre a laissé libre cours à une vraie campagne de salissage des féministes. »

La polémique s'est apaisée. Mais elle a sans doute fragilisé la nouvelle chef du gouvernement. L'une des premières décisions de cette dernière fut de reconduire dans ses fonctions de ministre à la Condition féminine Marie Laurence Jocelyn-Lassegue, une ancienne journaliste qui a toujours pris fait et cause pour les femmes. « Cette décision assure le maintien des orientations fondamentales que nous nous sommes données », se réjouit Adeline Chancy.

J'avais rencontré la ministre Jocelyn-Lassegue il y a un peu plus d'un an, alors qu'elle faisait partie du cabinet de l'ex-premier ministre Alexis. « Je suis une femme de pouvoir au service de la cause des femmes. Et je l'assume. » Le ton était donné, au cœur de son bureau inondé de soleil où elle m'accueillait, souveraine, dans un éclatant boubou vert sur lequel tombaient deux longues tresses de cheveux. Marie Laurence Jocelyn-Lassegue appelait à une révolution des mentalités au gouvernement d'abord. « L'égalité ne se fera pas toute seule. Notre principal défi est de persuader tous les échelons du gouvernement de la nécessité de prendre en compte les intérêts stratégiques des femmes dans tous les domaines. La bonne volonté ne suffit pas. Il faut commencer, poursuivait-elle, par former des fonctionnaires sensibles à la question



Des familles en attente de soins s'alignent à la clinique des pauvres fondée par Lody Auguste, intervenante communautaire et l'une des chanteuses les plus populaires d'Haïti.

des femmes. Et puis rendre nos idées pérennes, c'est-à-dire faire en sorte qu'après nous, on ne puisse plus jamais reculer sur un certain nombre de principes fondamentaux. Peu importe qui nous succédera. »

L'histoire récente d'Haïti semble démontrer qu'en dépit de la fragilité du régime et des soubresauts de la politique politicienne, les ministres à la Condition féminine et aux Droits des femmes ont poursuivi vaillamment un travail qui s'inscrit dans la continuité. Avec l'appui du mouvement des femmes.

Infirmière et chanteuse, toujours engagée

Sur la terrasse de l'hôtel Olofson, je rencontre la Canado-Haïtienne Lody Auguste, bien connue des coopérants en Haïti. En fond de scène, le chant des oiseaux de Port-au-Prince et les paroles d'une chanson de Tracy Chapman : « *Hunger for a taste of justice* ». C'est bien à cause de cela, un goût de justice au cœur, que Lody Auguste a décidé de fonder Aprosifa, une clinique des

pauvres à Carrefour-Feuilles, l'un des quartiers les plus démunis de Port-au-Prince. Et d'aller se spécialiser, pendant quelques années, en intervention communautaire à l'Université de Montréal.

Lody Auguste a aujourd'hui 45 ans. La chaleur humaine en personne. Une espèce de mère Teresa, mais qui danserait le mérengré et chanterait des bossas-novas. Lody est l'une des chanteuses les plus populaires en Haïti. « C'est une vraie thérapie pour moi. Je me sens plus légère quand je chante. » Elle écrit des paroles destinées tout spécialement aux femmes : « Tu n'as pas le droit de mourir, Martha / Toi, femme de tambour et de guitare / Tu n'as pas le droit de mourir, Martha. »

Sa clinique accueille environ 150 patients – surtout des patientes – tous les jours. Chaque consultation coûte 50 gourdes (1,50 \$ CA) au lieu des 1 000 gourdes (30 \$ CA) demandées dans les cabinets privés, inabordable pour l'immense majorité des Haïtiens et Haïtiennes. Pour les soins de première ligne, vaccins divers, prévention des maladies intestinales,

suivis prénataux, soins aux malades de la tuberculose et du sida. Aprosifa compte une cinquantaine d'employés : médecins, infirmières, intervenants communautaires, personnel administratif.

Lody Auguste le sait, elle court chaque jour des risques. « Le risque d'être tuée, quoi ! » Parce qu'elle dénonce les maris violents et les agresseurs de tous poils. Il y a quelque temps, elle a été menacée par un homme qui avait violé une fillette de 13 ans. (La fillette a eu un enfant de ce viol.) « J'ai dû prendre le maquis pendant 22 jours. Finalement, l'homme a été arrêté et sera jugé. »

« Je suis une féministe haïtienne avec les deux pieds sur terre, conclut-elle. Et je lutte contre un cocktail méchant fait de trois ingrédients qui minent mon peuple : le machisme, l'impunité et l'ignorance. J'arrêterai de lutter seulement à la tombe. »

Monique Durand s'est rendue en Haïti avec le soutien de l'ACDI et des organismes CECI, Développement et Paix, Droits et Démocratie et Oxfam Québec.

La patronne des voyageuses

Près d'un siècle avant que les femmes n'obtiennent les droits leur permettant de faire ce qu'elles entendent de leur vie, la Française Alexandra David-Neel a repoussé les frontières et inventé son destin sur les routes poussiéreuses de l'Inde, de la Chine et du Tibet.

| par Sophie Doucet

● ● Il y a 40 ans s'éteignait dans le sud de la France une petite femme bourrue et malcommode, pétrie de rhumatismes, qui s'apprêtait à fêter son 101^e anniversaire.

Quelques jours avant de mourir, elle a demandé à sa dame de compagnie d'un air torve :

- Que diras-tu de moi quand je serai morte ?
- Je dirai que vous étiez d'une intelligence extraordinaire, que vous aviez un esprit vaste comme les galaxies, madame Alexandra.
- Que diras-tu encore ?
- J'ajouterai que vous étiez un océan d'égoïsme et un Himalaya de despotisme !

Le regard soudain lumineux et serein, la vieille dame conclut :

- Bien. Je sais que je peux compter sur toi pour dire la vérité."

À la fin de sa vie, Alexandra David-Neel était une gloire nationale en France. Elle avait traversé l'Himalaya à pied, vêtue de haillons et mendiant pour se nourrir, afin de devenir la première

Occidentale à pénétrer dans Lhassa, ville interdite du Tibet. Orientaliste et ethnologue respectée, elle avait écrit une vingtaine d'ouvrages sur le bouddhisme et les peuples d'Orient, en plus de traduire des dizaines de textes

À 43 ans, Alexandra monte à bord d'un paquebot à destination du Sri Lanka. Elle prévoit revenir dans quelques mois. Elle sera partie pendant 14 ans.

tibétains. Yishé Tö-mé, le nom tibétain qu'on lui avait octroyé, signifiait « lampe de sagesse ». Mais Alexandra David-Neel ne s'était jamais raconté d'histoires. Sous sa carapace de mystique aventurière, elle était restée toute sa vie une petite fille triste à la recherche de sérénité.

Le désir de fuir

La reine des exploratrices est née à Paris en 1868, première enfant d'un

couple formé d'un bourgeois calviniste et d'une austère catholique se détestant ouvertement. Alexandra décrira ses parents comme « deux statues qui sont restées plus de cinquante ans en face l'une de l'autre [...], toujours fermées l'une à l'autre, sans aucun lien d'esprit et de cœur ». L'envie de fuir cette famille lui prend très tôt. À cinq ans, elle a déjà deux fugues à son actif ! Elle aime aussi s'évader dans les romans d'aventures de Jules Verne. À 15 ans, à l'insu de ses parents, elle part pour de vrai : elle explore la Hollande et une partie de l'Angleterre jusqu'à ce qu'elle n'ait plus le sou.

Alexandra n'est pas une adolescente comme les autres. Elle a pour meilleur ami un vieil anarchiste, géographe de métier, qui l'initie à l'histoire et à la philosophie. Elle lit le philosophe stoïcien Épictète et des biographies de saints ascètes, qui l'encouragent à s'exercer au jeûne et aux privations. À 20 ans, elle rédige une brochure intitulée *Pour la vie*, qui sera publiée 10 ans plus tard et qu'elle considérera, à 100 ans, comme son « testament ». « L'obéissance, c'est la mort. Chaque instant dans lequel l'homme se soumet à une volonté étrangère est un instant retranché de sa vie », écrit-elle, s'en prenant aux puissants de son temps, aux religions, à l'armée.



Bientôt, Alexandra part vivre à Londres, où elle se lie avec les membres d'une société d'études qui s'intéresse aux philosophies et aux religions orientales. La découverte de ces systèmes de pensée change sa vie. De retour à Paris, elle s'inscrit à l'université en auditrice libre. Elle suit des cours de sanscrit, de chinois, de civilisations asiatiques sans se préoccuper des examens ou des diplômes.

À 23 ans, elle reçoit un petit héritage et part une année en Inde afin d'approfondir sa connaissance de l'Orient. Là, elle rencontre de grands sages, dont un

vieil ascète de Bénarès qui vit nu dans un jardin de roses.

Du mariage au voyage

À son retour de l'Inde, Alexandra doit gagner sa vie. Ayant des dispositions pour la musique, elle est embauchée comme chanteuse à l'opéra et part en tournée à Hanoi, à Athènes, à Tunis.

À Tunis, elle fait la rencontre d'un ingénieur des chemins de fer de 39 ans, Philippe Neel. Après quatre ans de fréquentations houleuses, ils se marient, ce qu'Alexandra regrette aussitôt. Elle écrit à son mari : « Je te l'avais bien dit d'avance : je ne suis pas jolie, je ne suis pas gaie, je ne suis pas une femme, l'on ne saurait s'amuser auprès de moi... Pourquoi as-tu persisté, t'es-tu entêté ? »

Au cours des premières années de leur mariage, Alexandra prépare des ouvrages sur la pensée chinoise ancienne. La publication de ses livres, la tenue de ses conférences, ses fréquentations de groupes féministes et de loges maçonniques (depuis peu accessibles aux femmes) sont entrecoupées d'épisodes dépressifs. Philippe lui suggère de partir en voyage pour se changer les idées. Le 9 août 1911, à 43 ans, Alexandra monte à bord d'un paquebot à destination du Sri Lanka, où elle espère refaire le plein de choses à dire et à écrire sur l'Asie. Elle prévoit revenir dans quelques mois. Elle sera partie pendant 14 ans.

C'est durant ce long voyage en Asie qu'Alexandra devient une *lamina* (dame lama) : une femme ronde au visage buriné par l'air des montagnes, en large robe tibétaine. « Lampe de sagesse » parcourt l'Inde, où elle rencontre de grands moines. Au Sikkim, elle engage un jeune serviteur, Yongden, qui deviendra son fils adoptif. Alors que la Première Guerre mondiale déchire l'Europe, elle se retire du

monde pour vivre dans une caverne pendant deux ans, suivant les enseignements d'un maître bouddhiste. Puis, elle conçoit le projet de sa vie : entrer dans la mystérieuse cité sainte de Lhassa.

Pour ne pas finir assassinés ou emprisonnés comme d'autres étrangers s'étant risqués à Lhassa avant eux, Alexandra et Yongden se transforment en mendiants pendant plusieurs mois. Ils traversent les villages de nuit pour ne pas se faire repérer, dorment dehors, demandent l'aumône pour manger et pénètrent à Lhassa en janvier 1924. Alexandra se décrit « à l'état de squelette » à son mari, demeuré son fidèle correspondant. Ils y restent deux mois incognito, à visiter temples et monastères comme des pèlerins tibétains. Alexandra, la mi-cinquantaine, décide ensuite qu'il est temps pour elle de rentrer en France.

Le jour de son retour, sur le quai du Havre, journalistes, éditeurs et représentants du gouvernement l'attendent pour l'honorer. Alexandra devient une grande célébrité. Elle donne des conférences partout, écrit beaucoup. Publiée dans plusieurs langues, son *Voyage d'une Parisienne à Lhassa* connaît neuf éditions successives. Elle s'achète une maison à Digne, dans le sud de la France, où elle vit avec son fils adoptif ; quand elle n'est pas en voyage, elle y rédige son œuvre.

À 100 ans, Alexandra David-Neel n'oublie pas de faire renouveler son passeport, arrivé à échéance. Elle n'a jamais pu vivre sans savoir qu'elle pouvait repartir. Parce que ce n'est qu'au bout du monde qu'elle est parvenue à « se trouver elle-même, à trouver sa propre vérité », écrit son biographe, Jacques Brosse. ::

* Extrait de la biographie *Alexandra David-Neel. Aventure et spiritualité*, signée Jacques Brosse et publiée chez Albin Michel.

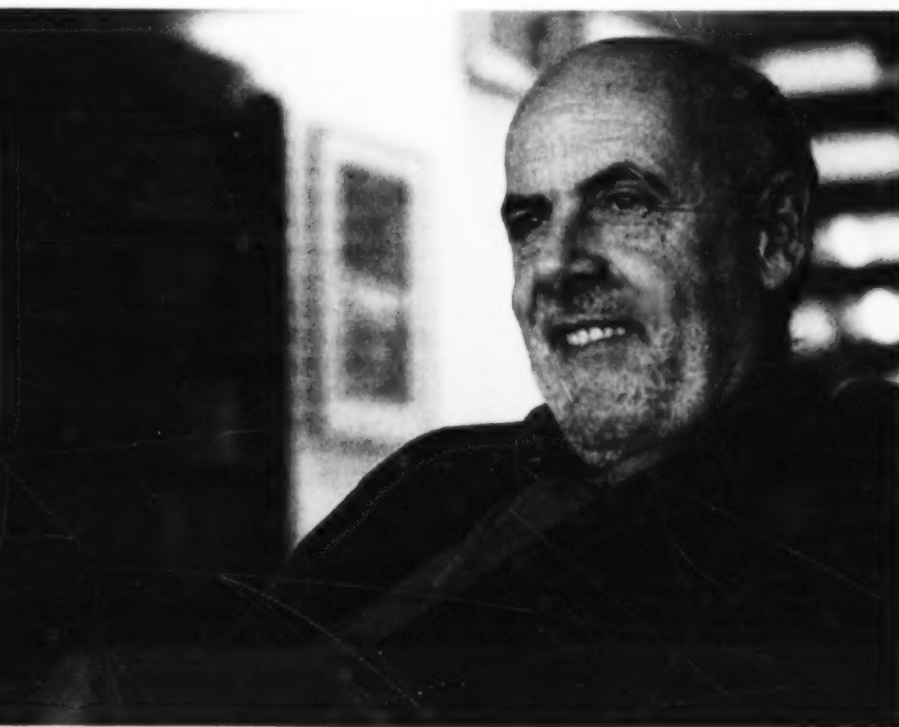


À la mi-cinquantaine, Alexandra David-Neel rentre d'Asie et devient une célébrité. Elle publie des ouvrages dans plusieurs langues et donne des conférences partout.

| par Anne-Christine Schnyder

De plus en plus présente dans nos sociétés et consommée toujours plus tôt (soit dès l'âge de 11 ans pour les garçons, affirme Richard Poulin), la pornographie transforme les mentalités ainsi que les pratiques sociales et intimes. Ses codes s'imposent dans la vie de tous les jours. « La pornographie s'intègre dans un système où une société définit la virilité en termes de puissance, de pouvoir, y compris de

« [La] pornographie inspire et influence les pratiques sexuelles des jeunes [...] [Elle] est leur principal lieu d'information sexuelle et elle sert de modèle, ce qui n'est pas sans conséquences à la fois sur l'estime de soi des jeunes femmes et sur les rapports sociaux et sexuels entre les sexes. »



pouvoir sexuel. Il apparaît alors normal aux yeux d'un bon nombre d'hommes d'utiliser sexuellement l'autre, d'en faire un objet. Dans la pornographie, le "non" initial de la femme se transforme en un "oui" tonitruant. L'envers de cette médaille, c'est que ça semble normal de les prendre sans leur consentement», déplore le sociologue, qui se montre très inquiet du recul des droits et des acquis des femmes ainsi que des transformations que la porno induit dans les rapports hommes-femmes. Surtout que c'est ce «modèle» qui est transmis aux enfants et aux ados... «Et ça explique, à mon avis, pourquoi il y a tant d'agressions sexuelles et qu'une bonne partie est commise par les jeunes», ajoute Richard Poulin.

Pour freiner l'essor de cette industrie et enrayer le processus pervers de normalisation, Richard Poulin préconise de relancer la lutte pour l'abolition de la prostitution. «La prostitution est le socle sur lequel se développe le tourisme sexuel, la traite des femmes à des fins de prostitution, etc. Si on ne s'attaque pas au socle, on peut difficilement combattre les autres phénomènes.» À ses yeux, il est également essentiel que tous les mouvements qui remettent en cause la société, à commencer par celui des femmes, participent à cette lutte contre les industries du sexe et cessent de voir ces questions d'une façon strictement libérale en se disant : «Ce sont deux adultes qui passent un contrat, on n'a pas à s'en mêler.» Selon ce chercheur, toutes les enquêtes démentent cela : «L'âge moyen de recrutement dans la prostitution est 14 ans et 80 % des personnes prostituées ont commencé à un âge mineur.»

Richard Poulin, *Enfances dévastées. L'Enfer de la prostitution* (tome 1), Les Éditions L'Interligne, 2007, 258 p.

Richard Poulin, avec la coll. de Melanie Claude, *Enfances dévastées. Pornographie et hypersexualisation* (tome 2), Les Éditions L'Interligne, 2008, 312 p.

Clientèle sélectionnée

LA PROSTITUTION
ÉTUDIANTE

Fort intéressante, quoique non exhaustive, cette enquête sociologique réalisée par Eva Clouet dans le contexte d'un travail universitaire se penche sur le phénomène en expansion de la prostitution étudiante, en particulier sur les étudiants et les étudiantes qui se servent du Web pour racoler et sur leurs motivations à vendre leur corps. L'auteure française trace ici un portrait quasi idyllique de cette forme de prostitution où «le client n'est pas roi», puisque ce sont les escortes qui décident ou non d'avoir une relation tarifée. «Dans ce cas, les mécanismes de domination habituellement en place dans ce type d'échange sont quelque peu ébranlés», dit-elle. L'auteure n'en souligne pas moins que se prostituer n'est pas anodin. Que les personnes qui le font n'agissent pas par hasard. Que leur «choix» découle d'une série de ruptures personnelles et sociales et qu'il «s'inscrit au cœur de rapports sociaux où la domination économique et masculine règne».

Eva Clouet, *La Prostitution étudiante à l'heure des nouvelles technologies de communication*, Max Milo Éditions, 2008, 190 p.

Offenseurs mineurs



Dans 25 % des cas d'agression sexuelle rapportés à la police – ce qui ne représenté que la pointe de l'iceberg –, les suspects sont des adolescents. Pour essayer de saisir leurs mobiles et la trajectoire de vie dans laquelle leurs gestes s'inscrivent, Bruno Sioui, qui a travaillé dans un centre jeunesse pendant plus de 20 ans, a interrogé 15 de ces jeunes. En expliquant les circonstances qui les ont amenés à commettre leurs gestes, l'auteur nous permet de les comprendre. Son ouvrage est extrêmement utile. Tout en nous amenant à repérer plus

aisément des situations à risque ou des comportements déviants avant qu'il ne soit trop tard, l'auteur nous propose de nouvelles perspectives d'intervention de même que des manières d'encadrer et de favoriser la réadaptation de ces ados.

Bruno Sioui, *Jeux interdits. Ces adolescents accusés d'agression sexuelle*, VLB Éditeur, 2008, 176 p.

Discours coup de poing

Célèbre féministe américaine décédée en 2005, Andrea Dworkin n'a jamais eu la langue dans sa poche pour dénoncer la domination masculine ou la violence perpétrée contre les femmes – ni pour exhorter celles-ci à continuer à la refuser. Intitulé *Pouvoir et violence sexiste*, ce percutant petit recueil regroupe cinq de ses allocutions, dont celle qui a eu lieu à Montréal le 6 décembre 1990, un an après la tuerie de Polytechnique. Tuerie qui, insiste-t-elle, a été un geste politique et non celui d'un fou. À lire de toute urgence, ne serait-ce que pour se rappeler que la prostitution n'est pas un travail comme un autre, mais un asservissement de la femme, tout comme l'est la pornographie.

Andrea Dworkin, *Pouvoir et violence sexiste*, Sisyphe, 2007, 128 p.

pouvoir sexuel. Il apparaît alors normal aux yeux d'un bon nombre d'hommes d'utiliser sexuellement l'autre, d'en faire un objet. Dans la pornographie, le "non" initial de la femme se transforme en un "oui" tonitruant. L'envers de cette médaille, c'est que ça semble normal de les prendre sans leur consentement », déplore le sociologue, qui se montre très inquiet du recul des droits et des acquis des femmes ainsi que des transformations que la porno induit dans les rapports hommes femmes. Surtout que c'est ce « modèle » qui est transmis aux enfants et aux ados... « Et ça explique, à mon avis, pourquoi il y a tant d'agressions sexuelles et qu'une bonne partie est commise par les jeunes », ajoute Richard Poulin.

Pour freiner l'essor de cette industrie et enrayer le processus pervers de normalisation, Richard Poulin préconise de relancer la lutte pour l'abolition de la prostitution. « La prostitution est le socle sur lequel se développe le tourisme sexuel, la traite des femmes à des fins de prostitution, etc. Si on ne s'attaque pas au socle, on peut difficilement combattre les autres phénomènes. » À ses yeux, il est également essentiel que tous les mouvements qui remettent en cause la société, à commencer par celui des femmes, participent à cette lutte contre les industries du sexe et cessent de voir ces questions d'une façon strictement libérale en se disant : « Ce sont deux adultes qui passent un contrat, on n'a pas à s'en mêler. » Selon ce chercheur, toutes les enquêtes démentent cela : « L'âge moyen de recrutement dans la prostitution est 14 ans et 80 % des personnes prostituées ont commencé à un âge mineur. » ...

Richard Poulin, *Enfances dévastées. L'Enfer de la prostitution* (tome 1). Les Éditions L'Interligne, 2007, 258 p.

Richard Poulin, avec la coll. de Mélanie Claude, *Enfances dévastées. Pornographie et hypersexualisation* (tome 2). Les Éditions L'Interligne, 2008, 312 p.

Clientèle sélectionnée

LA PROSTITUTION
ÉTUDIANTE

Fort intéressante, quoique non exhaustive, cette enquête sociologique réalisée par Eva Clouet dans le contexte d'un travail universitaire se penche sur le phénomène en expansion de la prostitution étudiante, en particulier sur les étudiants et les étudiantes qui se servent du Web pour racoler et sur leurs motivations à vendre leur corps. L'auteure française trace ici un portrait quasi idyllique de cette forme de prostitution, où « le client n'est pas roi », puisque ce sont les escorts qui décident ou non d'avoir une relation tarifée. « Dans ce cas, les

mécanismes de domination habituellement en place dans ce type d'échange sont quelque peu ébranlés », dit-elle. L'auteure n'en souligne pas moins que se prostituer n'est pas anodin. Que les personnes qui le font n'agissent pas par hasard. Que leur « choix » découle d'une série de ruptures personnelles et sociales et qu'il « s'inscrit au cœur de rapports sociaux où la domination économique et masculine règne ».

(Eva Clouet, *La Prostitution étudiante à l'heure des nouvelles technologies de communication*, Max Milo Éditions, 2008, 190 p.)

Offenseurs mineurs



Dans 25 % des cas d'agression sexuelle rapportés à la police – ce qui ne représente que la pointe de l'iceberg –, les suspects sont des adolescents. Pour essayer de saisir leurs mobiles et la trajectoire de vie dans laquelle leurs gestes s'inscrivent, Bruno Sioui, qui a travaillé dans un centre jeunesse pendant plus de 20 ans, a interrogé 15 de ces jeunes. En expliquant les circonstances qui les ont amenés à commettre leurs gestes, l'auteur nous permet de les comprendre. Son ouvrage est extrêmement utile. Tout en nous amenant à repérer plus

aisément des situations à risque ou des comportements déviants avant qu'il ne soit trop tard, l'auteur nous propose de nouvelles perspectives d'intervention de même que des manières d'encadrer et de favoriser la réadaptation de ces ados. |

Bruno Sioui, *Jeux interdits. Ces adolescents accusés d'agression sexuelle*, VLB Éditeur, 2008, 176 p.

Discours coup de poing

Célèbre féministe américaine décédée en 2005, Andrea Dworkin n'a jamais eu la langue dans sa poche pour dénoncer la domination masculine ou la violence perpétrée contre les femmes – ni pour exhorter celles-ci à continuer à la refuser. Intitulé *Pouvoir et violence sexiste*, ce percutant petit recueil regroupe cinq de ses allocutions, dont celle qui a eu lieu à Montréal le 6 décembre 1990, un an après la tuerie de Polytechnique. Tuerie qui, insiste-t-elle, a été un geste politique et non celui d'un fou. À lire de toute urgence, ne serait-ce que pour se rappeler que la prostitution n'est pas un travail comme un autre, mais un asservissement de la femme, tout comme l'est la pornographie. |

Andrea Dworkin, *Pouvoir et violence sexiste*, Sisyphe, 2007, 128 p.

Séraphine l'oubliée

Alors que tout le monde connaît les toiles du Douanier Rousseau, rares sont ceux qui ont déjà posé les yeux sur celles de Séraphine Louis dite de Senlis, peintre à la même époque. Le film *Séraphine*, dont le rôle-titre est tenu par l'actrice belge Yolande Moreau, corrige cette injustice de l'histoire. Entrevue avec une comédienne qui gagne à être connue.

| par Helen Faradji

Yolande Moreau incarne la peintre française Séraphine Louis dite de Senlis, décapitée sous l'occupation allemande en 1942.

En France, Yolande Moreau n'a plus besoin de présentation. Pilier de la troupe de théâtre loufoque Les Deschiens – popularisée par une série de capsules télé –, elle a aussi gagné sa place dans le cœur du public grâce à son rôle de concierge éplorée dans *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*. En 2004, elle dévoilait l'étendue de son univers poétique singulier dans sa première réalisation, *Quand la mer monte*, lauréat du César du meilleur premier film.

Au Québec, par contre, son nom reste peu connu, malgré la présentation, il y a 20 ans, de son *one-woman show La Sale Affaire du sexe et du crime* au Festival Juste pour rire. Heureusement, *Séraphine*, réalisé par Martin Provost, nous permet enfin de la découvrir. Yolande Moreau y joue Séraphine de Senlis, une femme de ménage au destin hors du commun dans la France de 1912, dont les toiles naïves furent découvertes par un collectionneur d'art. Rencontrée en octobre lors du Festival du Nouveau Cinéma, à Montréal, Yolande Moreau nous a parlé de ce rôle émouvant.

Gazette des femmes : Qu'est-ce qui vous a plu dans le personnage de Séraphine ?

Yolande Moreau : Son parcours absolument exceptionnel m'a touchée. Je l'admire beaucoup. À l'époque, les femmes qui pouvaient faire de l'art étaient rares. Surtout quand elles étaient pauvres et seules, comme Séraphine. Mais rien ne l'a arrêtée, elle s'est jetée corps et âme dans la peinture, en autodidacte. Elle n'a jamais été victime de sa situation : c'était une femme de la campagne, une femme forte. Elle était riche, complexe, singulière. Pour une comédienne, c'est un personnage fabuleux à interpréter. Un véritable cadeau. Et je dois ajouter que j'éprouve aussi une certaine tendresse pour les gens qui, comme elle, trouvent un exutoire dans l'art.

Quand on regarde le film, on a vraiment l'impression d'une rencontre entre une comédienne et un personnage. Avez-vous aussi eu ce sentiment ?

Lorsqu'on interprète un personnage réel, c'est toujours plus complexe : on veut s'approprier son histoire sans tomber dans l'imitation. Le réalisateur et moi, nous avons donc fait en sorte que notre approche reste très pudique. Mais il est exact de dire qu'une connexion s'est établie entre elle et moi. En fait, dès que Martin Provost m'a proposé le rôle, je me suis dit : « C'est pour moi ! » Par exemple, pour l'interpréter, j'ai dû apprendre des chants religieux, ce qui m'a rappelé ce que j'appelle ma grande période mystique, à 12 ans (rires). J'ai aussi suivi des cours de peinture qui ont réveillé des souvenirs de mon adolescence. Et Martin m'a montré une caricature de Séraphine, faite par un habitant de Senlis, qui me ressemble vraiment ! Le plus troublant, c'est que bien qu'étant agnostiques, nous avons vraiment l'impression que Séraphine était avec nous pendant le tournage. Comme si elle nous accompagnait tandis qu'on essayait de lui rendre une partie de ce qu'elle n'avait pas eu, en faisant découvrir son travail. Parfois, quand je me sentais décrocher, je disais tout haut : « Séraphine, reste avec moi. »

En voyant *Séraphine*, on pense à Isabelle Adjani dans *Camille Claudel*. Ce film faisait-il partie de vos références pour interpréter le personnage principal ?

Je ne l'ai pas vu. Je ne voulais pas voir de films dont le sujet se rapprochait trop du nôtre. Par contre, Martin m'a suggéré plusieurs films pour me montrer ce qu'il aimait et me suggérer des pistes. Il voulait que mes gestes soient à la fois crédibles et bien à moi. Il m'a donc fait voir *Les Portraits d'Alain Cavalier*, une série de 24 films sur des femmes exerçant des petits métiers



Séraphine, artiste autodidacte et femme de ménage, s'est jetée corps et âme dans la création à une époque où rares étaient celles qui pouvaient faire de la peinture.

en voie de disparition. Mais pour construire le personnage, le film qui m'a le plus marquée, c'est *Last Days* de Gus Van Sant. De façon indirecte, je me suis inspirée de ce personnage qu'on voit souvent de dos, de sa façon d'effleurer les arbres et de parler à la rivière, de sa démarche qui transmet déjà quelque chose de douloureux. Séraphine aussi était empreinte de ce rapport très puissant et très intime à la nature.

Pensez-vous qu'il est plus difficile d'être artiste quand on est une femme ?

J'ai l'impression que l'histoire est plus injuste avec les femmes artistes, notamment avec celles du début du siècle. Heureusement, les choses ont changé. Je crois que c'est aujourd'hui plus facile pour une femme de réussir à se faire une place et à s'exprimer artistiquement. Le combat est cependant loin d'être gagné. Il n'y a qu'à regarder le milieu du cinéma : les femmes ont encore du mal à occuper des postes de pouvoir, en production ou en réalisation.

Justement, vous êtes vous-même réalisatrice. Après ce passage devant la caméra, retournerez-vous bientôt derrière ?



J'aimerais en effet réaliser de nouveau. Mais je laisse les choses au hasard. En tant que comédienne, mes projets sont plus précis. Je vais jouer dans *Louise Michel*, de Benoît Delepine et Gustave Kervern, un film sur l'histoire d'ouvrières qui veulent se venger de leur patron, et dans *Attila Marcel*, le prochain film de Sylvain Chomet [ndlr : réalisateur des *Triplettes de Belleville*], pour lequel je suis en train d'apprendre le ukulélé. De belles aventures en perspective !

Le film *Séraphine* de Martin Provost est présentement à l'affiche.

Je pense jour et nuit... donc je suis?

| par Marie-Jeanne Fragu

Q uarante degrés sous terre. Heure de pointe. Cramponnée au seul poteau disponible du métro bondé, je file, telle Sissi vers son destin. Mais le mien est tout sauf princier. Ballottée, pressée de toutes parts, je reste pourtant résolument absente à mon corps. Mon cerveau, lui, fonctionne à plein régime. Aux rayons X d'une BD manga, j'aurais la tête en feu, comme le bout incandescent d'une allumette. Je fais des listes. Je classe, je range, j'organise. Et plus les listes s'allongent, moins j'arrive à cocher les cases. Mon imagination fertile alimente sans relâche cet exercice périlleux et purement cérébral. Suis-je sur le fil du rasoir de ce qu'on appelle l'*overthinking*, littéralement « toujours en pensée » ou « rumination mentale continue » ? Vous l'aurez deviné, ce fléau touche surtout les femmes. Le prix à payer pour cette indépendance accrue qui nous a ouvert des portes fermées jusqu'alors, sans pour autant niveler nos autres tâches ?

Pour mener de front vie professionnelle, amoureuse et familiale, nous nous remettons en question, la plupart du temps dans le désir d'être parfaites. Ce souci de performance ne m'a pas toujours habitée. Surtout pas à l'école ! « Peut mieux faire » était inscrit sur mon bulletin avec une certaine récurrence. Balayée, ma désinvolture d'alors. Désireuse aujourd'hui de mériter mon estampille de qualité, je fais beaucoup d'efforts pour effacer ce jugement à l'emporte-pièce.

Parfois, je m'imagine telle une déesse païenne de la maisonnée, mes protégés suspendus à mes bras déployés... et nombreux. Dans l'Antiquité, les dieux Lares, protecteurs du foyer, étaient le plus souvent représentés par de jeunes hommes... et ils dansaient ! Alors, pourquoi pas nous ? Peut-on aimer et déléguer ? Secouer les bras, non pas pour que nos protégés en tombent, mais pour qu'ils volent de leurs propres ailes ? Poser la question, n'est-ce pas y répondre ?

Je fais des listes.
Je classe, je range,
j'organise. Et plus
les listes s'allongent,
moins j'arrive à
cocher les cases.

Autre sujet de prédilection de mes élucubrations mentales : mon couple... Allongée dans le noir, je rumine notre dernière prise de bec. Pendant que je tourne et retourne sans espoir de repos, il dort, tranquille... Loin de m'apaiser, cette insouciance m'enflamme. Non ! Pas au sens que vous croyez. Je me rappelle ses taquineries : « Arrête de penser, de chercher à tout comprendre. Fais comme moi, on est si bien en mode économiseur d'écran ! » Oui,

mais mon économiseur d'écran, il fonctionne pas ! On l'a pas programmé pour ça.

Donc, ma spécialité : les listes. Devant l'urgence des énumérations qui s'allongent et l'impérieuse nécessité de les hiérarchiser, je me suis mise récemment aux Post-It. Lieu de prédilection : la porte d'entrée. Comme ça, au cas où il me viendrait à l'idée de partir la tête légère, c'est fichu.

Seulement voilà, le hic avec les Post-It, c'est que lorsqu'on néglige les tâches à accomplir, ils tombent. Alors, j'ai trouvé mieux : j'ai repeint ma porte avec de la peinture ardoise et j'ai acheté des craies. Eh oui ! Retour à l'école. Depuis, les autres membres de la famille écrivent des mots d'humour, d'amour, font des dessins... Au lieu d'une liste de corvées, la porte est tranquillement devenue un espace d'expression et d'échange... Au sens propre, finalement : je leur ai rendu LEURS choses à faire auxquelles je pensais pour eux. Maintenant, c'est moi qui dessine. ::

P.-S. : Vous l'aurez compris, pas de résolutions cette année ! Ah si, juste une : penser – aussi – à moi et me faire du bien.

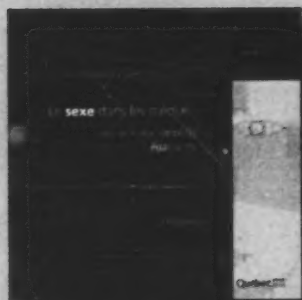
Bonne année à toutes !



Illustration | Louise Catherine Bergeron

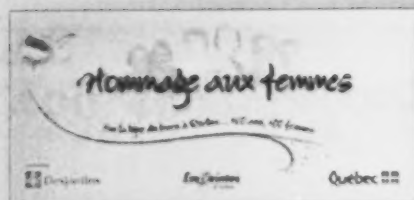
Publications du Conseil du statut de la femme

www.csf.gouv.qc.ca



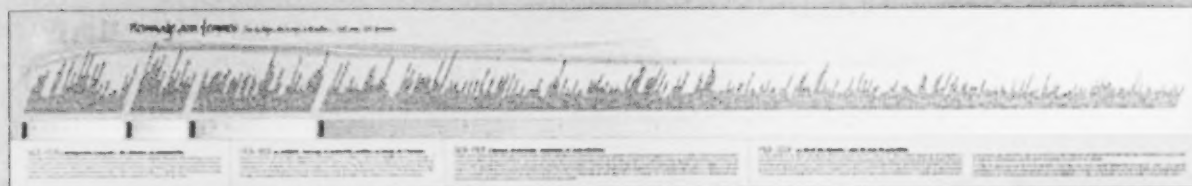
Le sexe dans les médias Obstacle aux rapports égalitaires

Sujet d'actualité et objet d'inquiétude pour plusieurs, la sexualisation de l'espace public fait couler beaucoup d'encre. Le Conseil du statut de la femme fait part de ses réflexions en la matière et formule des recommandations au gouvernement pour contenir les effets indésirables. Ce document est présenté sous forme de résumé. Un avis est également disponible.



Hommage aux femmes. Sur la ligne du temps à Québec... 400 ans, 400 femmes

À l'occasion du 400^e anniversaire de la ville de Québec, ce programme souvenir présente, sur une ligne du temps, les notices biographiques de 400 femmes d'exception qui ont façonné la ville de Québec et contribué au développement d'une société plus égalitaire entre les hommes et les femmes. Ce document s'inscrit dans le cadre du dernier événement de la série *Empreintes d'elles*, une initiative du YWCA.



La constante progression des femmes Édition spéciale 35^e anniversaire

Pour souligner son 35^e anniversaire, le Conseil du statut de la femme publiera sous peu une édition spéciale de l'histoire des droits des femmes *La constante progression des femmes*. L'édition électronique sera accessible prochainement sur le site du Conseil au www.csf.gouv.qc.ca.

Conseil du statut
de la femme

Québec



**TOUT À L'HEURE,
VOUS DEVREZ CHOISIR
ENTRE DES CANDIDATS
COMPÉTENTS
ET VOS PRÉJUGÉS.**

Avec plus de 700 000 emplois à combler,
c'est tout de suite qu'il faut s'attaquer aux préjugés.

**PAS DE TALENTS
À PERDRE**

Consultez nos programmes d'aide à l'embauche sur
pacte-emploi.gouv.qc.ca